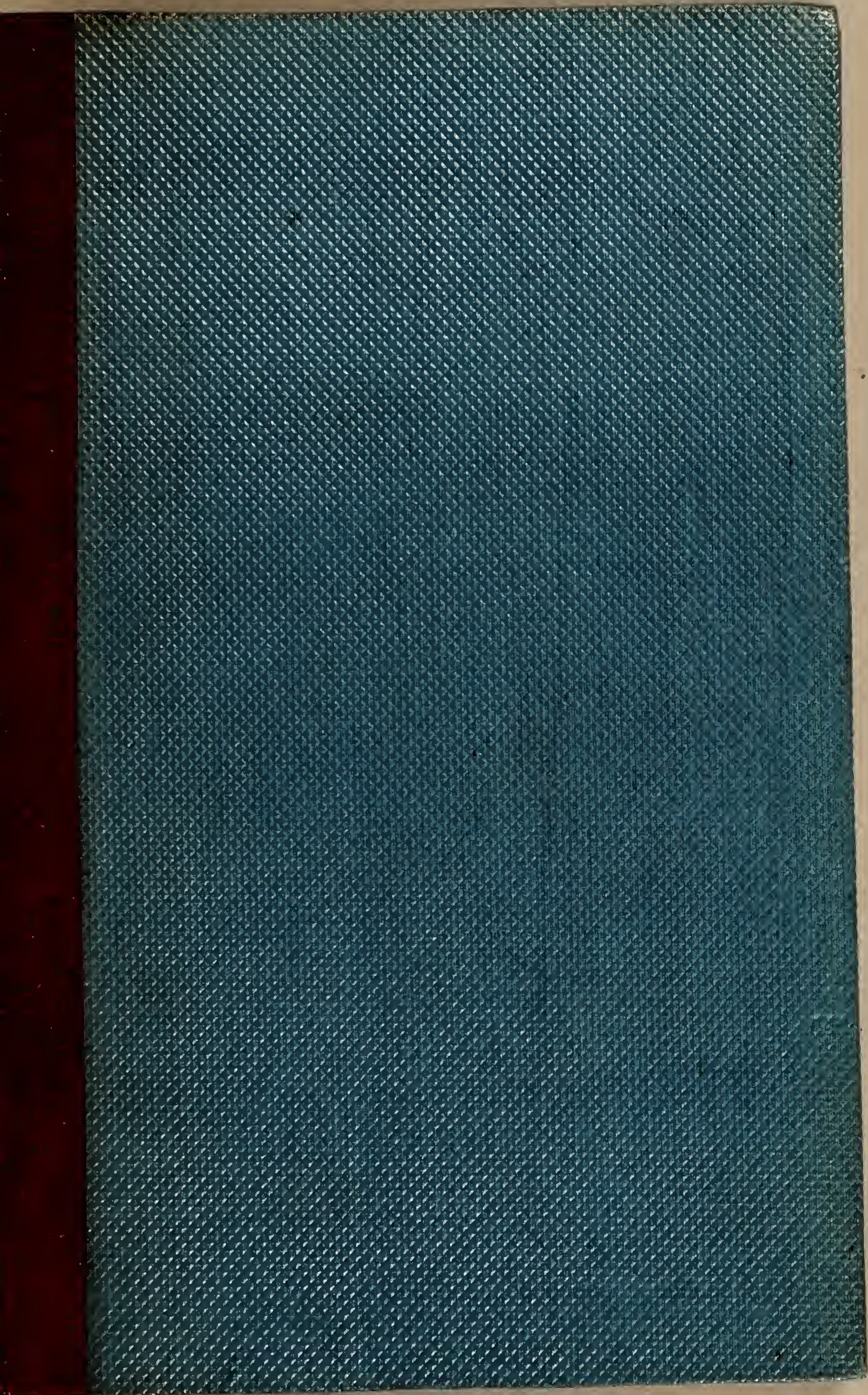


London edition
in H. S. [illegible] vol. IV.

Barbier says
By Antoine Marie Cerisier

LE DESTIN DE L'AMERIQUE OU DIALOGUES PITTORESQUES

DANS LESQUELS

ON DÉVELOPPE LA CAUSE DES ÉVÉNEMENS ACTUELS, LA POLITIQUE ET LES INTÉRÊTS DES PUISSANCES DE L'EUROPE RELATIVEMENT A CETTE GUERRE.

ET LES SUITES QU'ELLE DEVROIT AVOIR

POUR LE BONHEUR DE

L'HUMANITÉ,

TRADUIT FIDELEMENT DE L'ANGLOIS

To maintain by fire and ſword, dominion over the perſons and the property of a people out of the realm, who have no share in its legiſlature, contradicts every principle of liberty and humanity.

If we neither can govern the Americans nor be governed by them; if we can neither unite with them, nor ought to ſubdue them, what remains, but to part with them on as friendly terms as we can?

MDCCLXXX.

AVIS

QUI SE TROUVE DANS LA QUATRIEME EDITION ANGLOISE.

A PEINE cet ouvrage a-t-il paru en Anglois qu'en peu de jours, plusieurs éditions successives ont été enlevées. Les personnages introduits sur la scene, n'ayant pas osé réclamer contre les discours qu'on leur fait tenir, cette piece ne doit pas être confondue avec les fictions imaginées à plaisir, pour amuser les gens désœuvrés ou soulager ceux qui sont surchargés de *Spleen.* Elle mérite d'être consignée parmi les monumens authentiques qui doivent servir aux races futures, pour savoir l'histoire des grands événemens qui s'offrent à nos yeux, & connoître les Acteurs qui ont joué un rôle dans des scenes si mémorables. L'accueil dont le public a daigné honorer cette produc-

tion ou plutôt cette rédaction, est dû sans doute aux lumieres qu'elle jette sur l'état des puissances étrangeres, que l'on chercheroit envain dans le *Morning chronicle*, dans le *London chronicle*, dans le *Daily Advertiser* & dans les autres recueils périodiques de mensonges, appelés *papiers-nouvelles.* Il faut avouer que ces compilateurs négligent trop de se procurer de bonnes correspondances en Hollande, pays où l'état des puissances de l'Europe est jugé avec le plus d'impartialité & où leurs interêts sont pesés dans une balance plus juste. Les étrangers verront cependant que, quand même nos gazetiers leur prouvent qu'il y a encore parmi nous bien des préjugés nationaux, notre isle ne laisse pas de renfermer des hommes éclairés qui savent leur rendre justice. Le dernier dialogue pourra peut-être mécontenter les François & les Espagnols. Mais, s'ils approfondissent bien le Systême du *Philosophe*, ils conviendront que son exécution leur seroit aussi avantageuse qu'aux Anglois. Un des

plus profonds politiques de nos jours n'a-t-il pas écrit que le meilleur conſeil qu'on pourroit donner à l'Eſpagne, étoit de renoncer à l'Amérique ? On ne doit donc pas ſavoir mauvais gré au *Philoſophe* d'avoir préféré le bonheur de l'humanité à celui de tel ou tel peuple. Les nations étrangeres ne peuvent donc en reſſentir d'autre peine, ſi non celle de voir que c'eſt à un Anglois qu'elles ſont redevables d'un plan ſi humain & ſi beau.



LES

INTERLOCUTEURS

OU PERSONNAGES SONT

S. M. B.

LORD NORTH.

LORD WEYMOUTH.

LE DUC DE RICHMOND.

LORD GERMAINE.

LORD BUTE.

LORD SANDWICH.

Mr. STHEVENS.

L'AMB. DES E. G.

Mr. DE SIMOLIN.

Un Envoyé de la Cour de FRANCE.

Un MARCHAND D'AMSTERDAM.

Des SECRÉTAIRES.

Des FAISEURS de PROJETS.

Un PHILOSOPHE.

La ſcene eſt au Palais St. JAMES.

DIALOGUE I.

S. M.

LORD NORTH.

ET

LE DUC DE RICHMOND.

S. M.

Il y a près de onze ans que les premieres étincelles de la difcorde s'allumerent en Amérique (1): il y a près de cinq ans que les intrigues d'un petit nombre de chefs audacieux et criminels, abufant de la fimplicité crédule de leurs compatriotes, engagerent la plupart de mes fideles colonies à lever l'étendard de la révolte contre leur mere-patrie. Vous n'avez, depuis ces deux époques, mon cher Lord North, ceffé de me promettre la prompte fuppreffion de ces malheureux troubles. Je vous ai cru; les chofes n'ont pas laiffé d'aller de mal en pis: je crains que nous n'ayons pris une route directement contraire à celle que nous aurions dû prendre, & qu'effectivement,

(1) Dans le difcours prononcé par le Roi le 8 Novembre 1768, on trouve ces mots, „that the fpirit of faction had broke out *a fresh* in fome of the Colonies.... „ that Bofton was in a ftate of difobedience to all law „ and Government, and had proceeded to meafures fubverfive of the conftitution, and attended with circumftances that manifefted a difpofition to throw off their dependence on Great Britain."

nous n'en ayons trop fait, pour ramener les rebelles, & trop peu pour les réduire.

LORD NORTH.

Quel reproche peut-on me faire? n'ai-je pas envoyé en Amerique, le Général Burgoine avec une grandée armée, & l'Amiral Byron avec une grande Flotte? n'ai-je pas envoyé l'Amiral Keppel contre les François avec une Flotte formidable? Pouvois-je prévoir que le premier se laisseroit sottement prendre par les troupes les plus méprisables de la terre, que le second seroit le jouet des vents, & que le troisieme seroit repoussé dans nos ports, à la suite d'un engagement où il ne tenoit qu'à lui de détruire toute la Flotte Françoise? Mes mesures n'étoient-elles pas immanquables? Si Burgoine avoit joint le Général Howe, si Keppel avoit battu d'Orvilliers, si Byron avoit détruit la Flotte de d'Estaing; si le Général Howe avoit attendu Washington à Philadelphie, si.....; les Rebelles n'auroient-ils pas été obligés de mettre bas les armes & de recourir à la clémence du Vainqueur?

LE DUC DE RICHMOND.

Vos mesures étoient bonnes & vos espérances légitimes si, doué d'un génie étendu & éclairé, vous eussiez eu la sage précaution de donner des forces plus considérables à ces Amiraux & à ces Généraux; si, par une prévoyance qui ne doit jamais échapper à l'œil d'un Mi-

niſtre pénétrant, vous euſſiez calculé les probabilités & pourvu aux événemens qui pouvoient tromper votre attente.

LORD NORTH.

Devois-je employer des forces plus conſidérables, dans le tems que tout le monde publioit que les Rebelles n'étoient que le rebut de la plus vile canaille, auſſi lâche qu'inſolente; & qu'il ne falloit qu'un Anglois pour battre au moins ſix François?

LE DUC DE RICHMOND.

Eh voilà le mal! nos miniſtres actuellement régnans, au lieu de ſuivre des Syſtêmes juſtes & bien combinés, n'ont pour guides que de vains bruits, des préjugés populaires, & les expoſés infideles de nos Gazetiers. Au lieu de frapper des coups déciſifs, de ſuivre des opérations grandes & étendues, qui portent l'empreinte du génie, & annoncent la majeſté de la nation, ils ne connoiſſent que de miſérables petits expédients qui les deshonorent, s'ils échouent, & ne leur procurent aucune gloire, s'ils réuſſiſſent. Que ne prennent-ils pour modele, LORD CHATHAM, cet illuſtre patriote dont nos derniers neveux ne prononceront le nom qu'avec attendriſſement, & avec qui la gloire, hélas! de l'Empire Britanique, ſemble être deſcendue dans le tombeau? Quand la voix du peuple le pouſſa dans le miniſtere, la retraite de Bing & la perte de Minorque

avoient étourdi les Anglois; son génie brûlant & actif porta l'espoir & la vie dans toutes les parties de l'empire: des opérations vastes & hardies annoncerent partout le peuple dominateur des mers & le vainqueur des nations. En peu de tems, tous les ports de France furent bloqués; sa marine fut détruite, l'Espagne qui accouroit à son secours, fut humiliée & dépouillée. Il eût mis pour toujours nos ennemis hors d'état de se relever, si l'envie que ses succès faisoient gémir, ne l'eût éloigné d'une cour dont ses vives lumieres offusquoient la vue faible & bornée.

LORD NORTH.

N'avois-je pas, Mylord, affaire à des ennemis réduits à des expédiens semblables, pour ne pas dire pires? A quelles pauvres ressources n'avons-nous pas vu le conciliabule des Américains & le ministere de France, avoir recours? Dans le tems qu'ils éclaterent contre nous, paraissoit-il nécessaire d'étaler toutes les forces d'une nation déja épuisée par ces grands coups qui sont selon vous un objet d'admiration & selon moi l'unique cause de notre faiblesse actuelle?

LE DUC DE RICHMOND.

Ne vaut-il pas mieux frapper à coups sûrs; & ne gagne-t-on pas plus en faisant à propos des efforts extraordinaires qu'à se ruiner & se consumer en détail? Vous avez laissé nos en-

nemis s'élever au niveau de notre grandeur. Vous n'avez pas ſu prévenir leur jonction formidable. N'eſt-il pas à craindre qu'avec leurs efforts combinés ils n'achevent de nous chaſſer des deux Indes & ne viennent nous dicter la loi dans notre pays ?

LORD NORTH.

Tel eſt le langage outré des partiſans de l'oppoſition : ils font naître des chimeres pour avoir le plaiſir de les combattre. Ils reſſemblent à ces enfans qui s'amuſent à faire voler dans l'air des bulles d'eau & de ſavon, qu'un ſouffle fait naître & qu'un ſouffle détruit.

LE DUC DE RICHMOND.

Je vois bien, Mylord, que le patriotiſme parle envain à des miniſtres qui ont juré de ſacrifier le bonheur de l'Etat & peut-être ſon exiſtence à leur ambition.

(*En s'adreſſant à S. M.*) Sire, mon zele pour vous, ce que je dois à ma patrie, m'obligent de vous dire hardiment la vérité. La fin de votre regne, commencé ſous les plus brillans auſpices, ne ſera cité que comme l'époque de la honte de notre nation, ſi vous ne renvoyez des miniſtres qui commencent par vous égarer par incapacité & finiſſent par vous trahir par entêtement.

DIALOGUE II.

S. M.

LORD NORTH.

ET

LORD WEYMOUTH.

LORD WEYMOUTH.

Je viens d'apprendre par mes émiſſaires dans le continent, que la France ne peut remplir les emprunts qu'elle a ouverts, qu'elle ne peut recruter les matelots que la guerre enleve, & que nous avons tout à eſpérer de l'état déplorable où nos braves armateurs ont réduit ſon commerce, & du découragement naturel à cette nation, auſſi vive à s'engager à la premiere lueur d'eſpoir que facile à ſe rebuter au moindre revers.

LORD NORTH.

Je l'avois prévu. J'ai toujours ſu apprécier les reſſources de la France. Tout ce que je craignois, c'eſt qu'ayant confié ſes finances à un Non-conformiſte, calculateur ſubtil, le Roi n'eût en vue de ſonder les diſpoſitions du peuple, pour faire des changemens utiles. Je vois maintenant que Necker n'eſt, ainſi que moi, qu'un homme à expédiens; & que ſa qualité

d'étranger lui ôtera toujours la penſée de propoſer des innovations néceſſaires, mais qui feroient trop de mécontens. Tant qu'il ne pourra faire des emprunts repréſentés par des taxes proportionnelles, ils ne ſeront ni faciles à remplir, ni analogues aux beſoins de l'Etat. Ce gouvernement a perdu tout ſon crédit. Ainſi, tant que ces impôts ne ſeront aſſis, ni ces emprunts garantis par les Etats de la nation, jamais la France ne ſera pour nous une rivale formidable. Ce ſera toujours une maſſe énorme qui ne pourra lutter contre ſes ennemis, qu'avec de groſſes chaînes; tandis que l'Angleterre, plus petite à la vérité, mais ayant, à l'aide de ſon crédit national, tous ſes mouvemens libres, prévaudra toujours avec les forces de l'impulſion ſur une puiſſance qui n'a que les forces de la peſanteur. Et comme les François n'auront pas la patience néceſſaire dans une guerre qui doit traîner en longueur, nous gagnerons beaucoup, ſi nous gagnons du tems. L'Amérique, déſolée par les courſes de nos troupes, ſe découragera peu à peu: nos partiſans dans ce pays ſaiſiront l'occaſion pour répandre adroitement qu'elle ne peut pas plus exiſter ſans nous, que le corps humain ne peut ſubſiſter ſans tête.

S. M.

Je ne ſais où vous puiſez toute votre ſcience, Mylord; mais, quand vous parlez, vous êtes toujours ſûr de me convaincre: tout ce que vous venez de dire me paroît d'une véri-

té à la quelle il n'y a rien à répliquer. Si donc, comme il arrive toujours, nous essuyons des revers, je suis résolu d'en inférer que l'erreur est dans les événemens & non pas dans vos conjectures. Mais ce Sartine, dont vous ne parlez pas, il nous a joué un vilain tour. Je ne sais quel frémissement mêlé d'effroi s'empare de mes sens, toute les fois que je pense à cet homme.

LORD WEYMOUTH.

Je vous avouerai, Sire, que c'est effectivement l'homme dont nous devons le plus nous défier. On a cru qu'il n'y avoit pas le moindre rapport entre l'emploi de calculer le nombre des filles de bien nécessaires dans une grande ville, de troubler ces hommes à talens qui savent industrieusement dépouiller des enfans de famille, & l'emploi de rendre la vie au corps languissant d'une vaste monarchie. On s'est trompé. Il ne faut pour l'un & l'autre emploi, qu'un esprit d'ordre, de l'application, de l'activité, de la pénétration. Sartine avoit ces qualités. Des flottes nombreuses sortirent tout à coup des ports de France. Une marine fut créée. L'Angleterre vit reparoître avec étonnement une rivale qu'elle croyoit avoir anéantie.

LORD NORTH.

Tant il est vrai que le génie peut tout. Heureusement qu'avec l'esprit le plus fertile en ref-

ſources, Sartine ne fait pas tout ce qu'il voudroit. S'il ne tenoit qu'à lui, je ne doute pas qu'il ne nous oppoſât bientôt deux à trois cens vaiſſeaux de ligne : mais la perte du crédit national l'arrête & lui dit impérieuſement : tu n'iras pas plus loin. Vous m'avouerez que nous l'avons furieuſement étourdi par la priſe de Pondicheri & par la terrible plaie que nous avons faite au commerce François. La pitoyable apologie qu'il fit alors !

LORD WEYMOUTH.

Mylord, nous avons tout lieu de nous attendre à de brillans ſuccès. Il ſera toujours impoſſible à la France de ſoutenir, ſans liberté nationale, une guerre maritime, dont la baſe porte néceſſairement ſur le crédit national, qui ne peut exiſter ſans liberté (*). Or, il n'y a pas d'apparence que la nation Françoiſe recouvre ſes droits. Il y a quelques années qu'un de ſes Contrôleurs-Généraux me jeta dans une peur terrible. Il coupoit dans le vif. Nous étions perdus, s'il fût reſté dans le miniſtere. Ce patriote enthouſiaſte n'alloit à rien moins qu'à établir une liberté générale de religion & d'induſtrie. Combien cette opération n'auroit-elle pas attiré d'hommes induſtrieux & même de matelots en France où ils auroient gagné plus qu'ailleurs & dépenſé moins, parce que le pays produit toutes les choſes de premiere

(*) On voit que nos miniſtres, dans le tems même qu'ils font tous leurs efforts pour établir le deſpotiſme, ne peuvent s'empêcher d'en reconnoître les déplorables effets.

néceſſité & tant de choſes qui rendent la vie agréable ! Que d'opulens rentiers, dont les capitaux ſont dans les fonds de France, ſeroient allés demeurer dans ce pays de fées ! Combien les effets royaux n'auroient-ils pas augmenté la maſſe de la circulation ! Alors, au lieu de verſer chez l'étranger les intérêts de ſes dettes, la France les eût répandus dans le même ſein où elle les avoit puiſés ; & les nations voiſines, dont les particuliers avoient prêté à la France, euſſent été priſes pour dupes. Mais, heureuſement, nous payâmes dans le pays tant d'écrivains pour décrier ce dangereux miniſtre, tant de courtiſans pour le perdre auprès du Roi, tant d'eccléſiaſtiques pour ſoulever le peuple, que le pauvre Turgot n'a pas tenu plus longtems que tous les Miniſtres qui veulent le bien de leur patrie. Quel crédit la liberté civile & religieuſe n'eût-elle pas donné à la France & quel malheur c'eût été pour l'Angleterre !

S. M.

A vous dire le vrai, Louis XVI a bien fait. La condition d'un Roi d'Angleterre n'eſt gueres à envier. Mais je crains que la guerre, tirant ainſi en longueur, les reſſources ne nous manquent pour ſubvenir aux frais des opérations qu'elle exige.

LORD NORTH.

Nous ouvrirons des emprunts énormes par voie de Lotterie. Il eſt vrai que c'eſt un moyen vicieux de puiſer dans les bourſes du peuple : il eſt dangereux de ne pouvoir défendre un Etat qu'en corrompant ſes mœurs : il ne convient gueres à la dignité de notre nation d'avoir recours aux mêmes expédiens qu'on emploie, pour réparer un pont de campagne (*) ou un hôpital qui tombe en ruines. Mais, ſi l'argent nous manque, nous aurons recours à nos bons amis les Hollandois, qui ne nous oublieront pas dans le beſoin.

S. M.

Il eſt vrai que, depuis quelque tems, ils ne ceſſent de nous adreſſer des plaintes : j'eſpere cependant terminer cette affaire à l'amiable. Quand tous nos amis ſemblent s'être concertés pour nous retirer leurs ſecours, il eſt à propos de ménager ceux qui nous conſervent leurs bourſes.

(*) Il y a dans l'original *to repair a country-bridge or a decayed hoſpital.*

DIALOGUE III.

S. M.

LORD NORTH,

LORD WEYMOUTH,

ET

LE DUC DE RICHMOND.

LORD WEYMOUTH.

Bonnes nouvelles ! Sire ! Bonnes nouvelles ! la Georgie eſt conquiſe. Toute cette immenſe Province vient d'abjurer la tyrannie du Congrès. Plus de deux cens habitans ont prêté le ſerment *d'allégeance*. Le Lieutenant-Colonel Prevoſt vient d'entrer dans la Caroline : il a pénétré jusqu'à Charles-town : il étoit devant cette ville, quand ſes dépêches ſont parties : elle eſt ſans doute ſoumiſe à l'heure qu'il eſt. Prevoſt, en s'avançant toujours dans le cœur du pays, ne manquera pas de rencontrer la grande armée Britanique qui s'avance du côté oppoſé : les Américains, pris entre deux feux & accablés par le nombre, ne ſeront que trop heureux de racheter leurs vies & leurs biens par le ſacrifice de leurs droits, & de leurs funeſtes libertés. L'Amiral Byron nous a promis de nous donner de bonnes nouvelles du

comte d'Eſtaing. Il eſpere ſerrer de ſi près cette anguille, qu'elle ne lui échappera plus. On dit que ſa déconvenue à Ste Lucie l'a guéri pour toujours des réſolutions hardies & des attaques périlleuſes.

LORD GERMAINE *entre.*

Bonnes nouvelles! Sire! Bonnes nouvelles! l'Amiral Collier a ſurpris les Américains dans la Baie de Penobſcot. Il a détruit ou forcé les Rebelles à détruire quinze de leurs vaiſſeaux de guerre: il a brûlé vingt-quatre navires de tranſport. Leurs troupes, au nombre de quinze cens hommes, ont cherché leur ſalut dans les forêts: ces maudits rebelles ne manqueront pas de périr dans cés déſerts affreux. Ce n'eſt pas tout. Le Major-Général Tryon s'eſt préſenté devant les villes ou villages de New-haven, de Norwalk, de Greenfield & de Fairfield. On peut dire à ſa louange que les ordres du miniſtere n'ont jamais été exécutés avec plus de préciſion. Il a porté le dégât, l'incendie & le meurtre partout. Les prieres de ces ſcélérats étant autant de ſacrileges, on a cru ſervir le ciel en livrant aux flammes les édifices où ils invoquoient l'Etre ſuprême contre nous. Comme il ſeroit à ſouhaiter que cette race criminelle fût exterminée de la ſurface de la terre, on n'a pas manqué de maltraiter les meres qui donnoient le ſein à leurs enfans: on auroit mis toutes leurs femmes & filles en état de nous donner un ſang plus pur, ſi preſque toutes n'avoient pas fui,

échevelées & presque nues, dans les rochers d'alentour. Les loyaux Americains se sont, ainsi que les Hessois, distingués dans cette mémorable expédition ; les troupes Angloises n'ont pas démenti leur ancienne bravoure & leur vigueur ordinaire. Le Colonel Tryon observe avec beaucoup de justesse que, si cette maniere de faire la guerre n'est gueres conciliable avec l'humanité, elle est cependant efficace pour accabler des gens qui ne veulent pas se soumettre.

LE DUC DE RICHMOND.

Juste ciel ! quel affreux systême je vois introduit dans une cour à qui notre nation communiquoit jadis son caractere de grandeur d'ame & de générosité ! Hommes féroces ! hommes impitoyables ! vous ne voulez donc dominer que par le fer & le feu ! Vous ne voulez donc régner que sur des décombres & sur les cadavres de vos freres & de vos concitoyens ! Depuis le commencement de ces malheureux troubles dont votre ambition a attisé le feu, vous n'avez encore combattu que comme des bandes de brigands & comme ces hordes sauvages que vous payez pour vous apporter les dépouilles sanglantes des chevelures de vos concitoyens ! Ne voyez-vous pas que ce systême, outre qu'il deshonore le nom Anglois, n'est propre qu'à produire un effet directement opposé à vos vues ? Vous dites que les Américains sont, pour la plus grande partie, affectionnés pour vous : ainsi ces ravages, ces incendies, ces horreurs, ne tombent pref-

que que ſur vos amis : eſt-il un moyen plus capable de les aliéner & de les décider ſans retour contre leur mere-patrie ?

UN SECRÉTAIRE *entre.*

Quelles nouvelles ! Sire ! quelles nouvelles ! Le Lieutenant-Colonel Prevoſt, au lieu de prendre Charles town, comme il nous l'avoit promis, s'eſt fait repouſſer par le Général Lincoln, après avoir perdu plus de mille hommes dans cette expédition. Ce revers peut entraîner la perte de la Georgie. Nous l'aurons échapé belle, ſi Prevoſt ne partage pas le triſte ſort de Burgoine.

LE DUC DE RICHMOND.

Ne vous avois-je pas dit qu'il ne ſeroit pas ſi facile de réduire les Américains ?

UN AUTRE SECRÉTAIRE *entre.*

Quelles nouvelles ! Sire ! quelles nouvelles ! L'Amiral Hopkins a intercepté une partie de notre flotte des Indes occidentales qu'il a conduite à Boſton : pluſieurs de nos vaiſſeaux de guerre viennent de tomber entre les mains des Rebelles : ils ont repris d'aſſaut le fort de Stoney-point & paſſé au fil de l'épée ou fait priſonniere toute la garniſon. Il eſt vrai qu'ils ont détruit ce fort autant qu'ils ont pu : ils n'ont laiſſé perſonne dedans ; auſſi l'avons-nous repris avec la plus grande facilité ; & ce qui

vaut encore mieux, l'intrépide Corſaire Cunningham vient d'être conduit dans nos ports.

LORD NORTH.

Ces pertes ſont peu de choſe : j'eſpere qu'elles feront amplement compenſées par des nouvelles plus heureuſes ; voici Lord Bute qui nous en apporte ; car il a une lettre entre les mains. En attendant, pour diſtraire l'attention du peuple & le conſoler ; nous ne ferons pas mal d'envoyer à la potence cet infâme Corſaire Cunningham.

LORD BUTE.

Hélas Mylord ! nous ne ſommes en effet malheureux que pour n'avoir pas aſſez fait pendre. Ce Comte d'Eſtaing, que nous avons tenu ſi longtemps priſonnier dans la derniere guerre & que nous avons ſi imprudemment renvoyé en France, au lieu de l'envoyer à *Tiburn* ; voilà l'auteur de tous nos revers. Il me ſouvient qu'avant de quitter l'Angleterre, cet homme que nous regardions comme un inſenſé, demanda au ciel de voir le jour où nous n'aurions pas un pouce de terre en Amérique. *Dieu me damne* ou je crois que ſes vœux commencent à s'accomplir. Les François viennent de nous prendre l'Iſle de St. Vincent. D'Eſtaing a volé enſuite vers la Grenade : mon pauvre neveu le Lord Macartny s'eſt défendu avec la derniere bravoure : heureuſement qu'il n'a pas été bleſſé ; il a préféré de ſe rendre à

diſcrétion. Il s'attendoit que l'Amiral Byron viendroit le délivrer; l'Amiral eſt effectivement venu; mais les François l'ont ſi mal reçu qu'il a jugé à propos d'aller chercher des renforts: on ne ſait pas encore s'il a ſu leur faire lâcher priſe.

S. M.

Juſte ciel! Ce malheur n'entraîneroit-il pas la perte de mes treize Colonies? Helas! que deviendront les Auguſtes & nombreux rejetons du ſang royal dont l'Etre Suprême a daigné bénir mon hymen avec ma chere Charlotte? A peine mes ſujets Britanniques daignent-ils leur aſſigner des revenus conformes à leur rang. Je deſtinois à chacun une de ces Provinces. Nous aurions fondé d'autres Colonies pour ceux qui viendront encore. Ils les auroient tenues pendant quelque tems à titre de vice-royauté. L'Angleterre eût été déchargée de leur entretien. Lorſque le grand moment marqué par la providence pour l'indépendance de l'Amérique, feroit arrivé, mon illuſtre poſtérité auroit régné ſur vingt à trente royaumes peuplés & floriſſans. L'Angleterre eût toujours trouvé d'utiles & fideles alliés parmi eux. Ce ſont de bien méchans Républicains que ces Colons.

Mr. STEPHENS *Secrétaire de l'Amirauté entre.*

Sire, la fortune ſemble conjurée contre nous

Paul Jones, avec une escadre sous pavillon Américain, vient de brûler seize bâtimens dans le port de Hull; plusieurs navires marchands sont tombés dans ses mains: enfin le *Serapis* & le *Scarborough*, deux beaux vaisseaux de guerre qui escortoient la flotte du Nord, ont été attaqués par ce forcené & se sont rendus après un carnage affreux. On dit qu'après s'être rassasié de sang, ce détestable pirate s'est sauvé dans les ports de Hollande.

S. M.

S'il a réellement choisi une pareille retraite, le coquin ne m'échappera pas, quand il auroit des lettres de marque signées de la propre main de Louis. Je vais prier mes bons & fideles alliés, les États-Généraux, de l'arrêter. Ils ne me réfuseront pas ce petit service.

UN AUTRE SECRÉTAIRE *entre.*

Sire! On ne sçait plus ce qu'est devenue la flotte que nous avions fait sortir de Plimouth. On vient d'afficher à la bourse une récompense pour celui qui la retrouveroit avec le jeune Prince qui s'est égaré avec elle. Auroit-elle pris les ports de France pour ceux d'Angleterre? Il est sûr que l'ennemi est devant Plimouth. L'alarme est générale sur la côte. La plupart des habitans se sont sauvés, un pied chaussé & l'autre nud. On donnoit vingt guinées pour un carosse. Hommes, Femmes, enfans, c'étoit à qui se montreroit le plus habile à la cour-

ſé. Une forêt d'arbres ſuperbes, rangés en belles allées, tirées au cordeau, a été abattue ſur le champ, parce qu'on craignoit qu'elle ne favoriſât l'invaſion de l'ennemi. Le propriétaire n'étoit pas trop content. Si c'eſt de cette façon que nous entendons la défenſive, nous ne tarderons pas à voir les ennemis dans Londres, n'en déplaiſe au ſavant Doyen de Gloceſter. Les François, éternels plaiſans, par conſéquent ſouvent mauvais plaiſans, & ne pouvant digérer que nous appelions *Canal Britanique* ce qu'ils appelent la *Manche*, écrivent que nous n'avons rien à craindre; parce que nous avons les François & les Eſpagnols dans notre *manche*.

S. M.

O Ciel! Veille ſur les jours de mon fils! préſerve-le ſurtout de la fureur d'un inſolent & ſuperbe ennemi!

LORD SANDWICH *entre.*

Sire, nos ennemis triomphent. Mais....

S. M. *en l'interrompant.*

Hélas! quelles nouvelles me donnerez-vous de mon fils & de ma flotte?

LORD SANDWICH.

Sire, votre fils eſt ſain & ſauf. La flotte

Britannique eſt entrée toute entiere dans le port de Plimouth, à l'exception du vaiſſeau l'Ardent. Ce que nous avions prévu, eſt arrivé. Les ennemis n'ont oſé effectuer une deſcente. Pendant qu'ils ſe montroient avec autant d'oſtentation que d'inutilité devant nos ports, nous ſauvions les riches flottes des Indes orientales & occidentales; & lorſqu'elles ont été en ſureté, nous ſommes rentrés honorablement, parce que l'honneur ne conſiſte pas moins à prévenir les revers qu'à ſe procurer des ſuccès. En ſauvant par ce chef-d'œuvre d'opération politique, notre commerce, nous conſervons habilement notre crédit & nos reſſources: vous verrez la France s'épuiſer peu à peu en ſtériles efforts: la déſunion éclatera entre les flottes combinées: les maladies emporteront une grande partie des équipages qui ne ſont pas habitués à la mer. Ou je ſuis bien trompé, ou l'occaſion ſe préſentera d'attaquer avantageuſement notre ennemi: alors nous le trouverons plus facilement qu'il n'a ſu nous trouver.

LE DUC DE RICHMOND.

Ainſi nos miniſtres ſont réduits à des expédiens précaires & aux conjectures les plus incertaines; ils ſacrifieront toujours l'honneur de la nation Britannique: ils s'approprient adroitement la gloire des ſuccès dûs à des hazards heureux: ils rejettent les revers ſur le caprice des vents. Que les tems ſont changés! Une ſuite honteuſe expoſée comme un chef-d'œuvre de politique! Pourquoi les François n'au-

roient-ils pu s'avancer auſſi bien que nous vers les côtes d'Irlande? &, s'ils avoient imaginé de bombarder ou de prendre Plimouth, que ſerions-nous devenus? Que devoient penſer nos braves Bretons, en fuyant devant l'ennemi!

LORD SANDWICH.

Il eſt vrai que le vieux ſang Britanique pétilloit dans leurs veines. Capitaines, Pilotes, Officiers, Soldats, Matelots, Mouſſes, tous enfin ſe ſont écriés contre cette retraite qu'ils appeloient une fuite honteuſe: pour les calmer, il a fallu leur montrer les ordres de la cour. Le brave Capitaine Roſſ n'a pu digérer cette nouvelle. La fureur dans les yeux, la rage dans le cœur, il a briſé ſon téleſcope ſur le tillac. Pour qu'il ne fût pas dit qu'il eût vu fuir une Flotte Britanique, il a pris ſa réſolution en homme de cœur. Il ne s'eſt pas, il eſt vrai, pendu ni brulé la cervelle, pour l'honneur de ſa patrie: il s'eſt retiré dans ſon Cabinet qu'il a fait hermétiquement fermer. Il a refuſé de voir la lumiere du jour: il n'a voulu voir, juſqu'à ſon débarquement, que celle de la chandelle.

LORD SHELBURNE.

Pourquoi n'avoir pas laiſſé ces braves gens éprouver leur courage contre les François? Ils n'avoient que vingt vaiſſeaux de moins que l'ennemi. C'eſt, ſelon moi, un axiome auſſi

vrai que les dogmes de l'évangile, qu'une femme Angloiſe pouvant battre trois François, à plus forte raiſon un vaiſſeau Anglois en peut battre deux François d'égale force. La France eſt au moins une fois plus peuplée que ne le ſont les Iſles Britaniques. Ne l'avons nous pas battue à Poitiers, à Creſſi, à d'Agincourt, à Bleinheim, & ſur-tout dans la derniere guerre? Vous voyez, Mylord, que, pour haïr les miniſtres, je n'en aime pas plus les François.

LORD SANDWICH.

Mylord, vous avez raiſon. Auſſi le Général Braddock qui ſe laiſſa détruire par une armée françoiſe plus de la moitié moindre que la ſienne, fit très-bien de ſe faire tuer. Auſſi l'Amiral Matthews & l'Amiral Bing, pour s'être laiſſé battre par les François à forces égales, ont-ils reçu la punition qu'ils méritoient. Matthews fut dégradé & Bing fuſillé ſur ſon bord: peu s'en eſt fallu que Keppel n'ait, pour le même crime, éprouvé le même ſort. Soit dit, ſans offenſer perſonne, je crois que c'eſt à cette indulgence extrême que nous devons les petits revers que nous venons d'eſſuyer. Pour empêcher ces ſortes de trahiſons dans la ſuite, je penſe qu'il ſeroit plus ſûr de n'attaquer les François que lorſque nous ſerons au moins trois contre un. C'eſt le parti que prit Chatham. Auſſi pendant que Louis le bien-aimé buvoit ſa bouteille, careſſoit Madame de Pompadour, & déplaçoit ſes meil-

leurs officiers, nous ne manquâmes pas de battre les François partout: nous leur prîmes le Canada, le Cap-Breton, la Martinique, la Dominique, la Grenade, & plusieurs autres possessions considérables, & nous les chassâmes de l'Afrique & des Indes orientales.

LORD SHELBURNE.

Je pense que nous eussions poussé nos conquêtes jusqu'à Paris, lors surtout de cette éclatante expédition ou nous fîmes l'importante & glorieuse conquête de l'Isle d'Aix. Nos braves Soldats, n'ayant trouvé que trois ou quatre invalides pour s'opposer à leur invasion, exercerent leur noble valeur sur les chapelles qu'ils détruisirent, sur les statues des saints qu'ils traînerent dans les rues, sur les croix qu'ils briserent & sur les vases sacrés qu'ils mirent sans façon dans leurs poches. Il faut avouer que ces petits Bretons nous firent aussi un très-mauvais accueil. Il leur reste sans doute un peu du sang ardent de nos grands Bretons.

S. M.

Tous ces petits débats n'aboutissent à rien. Nous ne devrions penser qu'aux moyens de lever de nouveaux subsides, & s'ils ne peuvent suffire à nos besoins, qu'à sonder les puissances étrangeres qui peuvent nous secourir. Nous avons encore dans le continent, des alliés qui sont puissants: il ne reste plus qu'à

ſavoir s'ils ſont également de bonne volonté. Il vient d'arriver un nouveau Miniſtre Plénipotentiaire de Pétersbourg. J'ai entamé avec cette Cour une ſecrette négociation dont le réſultat jettera tous mes ennemis dans l'étonnement.

DIALOGUE IV.

S. M., MR. DE SIMOLIN, LORD NORTH.

S. M.

Nous avons, Mr., toujours été, votre Auguſte Impératrice et moi, unis du lien le plus étroit. Les ſecours que je lui ai fait paſſer ſourdement dans ſa derniere guerre avec les Turcs, & les ſecours que ces perfides François ont envoyés à ces maudits infideles : voilà des preuves convaincantes que ſes intérêts s'accordent avec les miens. Tous mes ſujets voient d'ailleurs par l'exacte régularité avec laquelle je pratique tous les devoirs de ma religion, que le zele le plus étendu de la foi chrétienne embraſe mon cœur. Ce zele n'eſt pas un des moindres motifs qui m'attachent à Votre Auguſte Maîtreſſe. S'il n'eût tenu qu'à moi, elle pourroit actuellement faire dire la grand' meſſe ſuivant le rit grec dans la moſquée de

ſainte Sophie à Conſtantinople. Ainſi, je ne doute point que, dans la conjoncture critique où je me trouve, je n'aie tout à eſpérer de ſa reconnaiſſance & de ſon amitié pour moi.

Mr. DE SIMOLIN.

Sire, je crois que les motifs qui déterminent la bonne volonté de V. M. en faveur de mon Auguſte Maîtreſſe, ſont très-nobles & très-chrétiens. On ſait que l'illuſtre Catherine eſt trop acceſſible aux notions les plus exactes de l'équité & aux ſentimens les plus tendres du cœur, pour être inſenſible à votre affection pour elle. Elle n'auroit, cependant, pas été fâchée que, dans la derniere guerre qu'elle eut à ſoutenir, V. M. l'eût aſſiſtée de ſecours plus efficaces. Elle ne ſeroit pas fâchée qu'actuellement, pour mieux lui prouver le zele que vous étalez pour la foi chrétienne, vous vouluſſiez renoncer à votre alliance avec l'Empereur de Maroc, avec les Régences d'Alger, de Tunis, & de Tripoli, peuples de Pirates & de Brigands, ennemis du Genre humain, & partiſans non moins opiniâtres que les Turcs, de la loi de l'impoſteur Mahomet.

S. M.

Je ne ſais pourquoi, Mon cher Mr. de Simolin; mais la nation Britannique s'eſt toujours ſentie un penchant décidé pour les intérêts de ces petits peuples Africains que les

Européens se plaisent à décorer du titre de Barbares. Mes ennemis affectent même de dire que c'est la sympathie de mœurs qui nous lie avec eux. Je ne vois gueres jour à renoncer à une alliance qui est si fort du goût de la nation.

MR. DE SIMOLIN.

Sire, il y a des tempéramens à prendre. Quelle reconnaissance auriez-vous pour une puissance qui vous enverroit actuellement quarante vaisseaux de guerre & cinquante mille hommes ?

S. M.

Ah! Mon cher Mr. de Simolin, si l'Auguste Autocratrice de toutes les Russies nous rendoit cet important service, nous ferions, pour convertir, je voulois dire pour sauver son ame, réciter des prieres dans toutes les Eglises de la religion dominante. Si elle venoit à mourir, nous lui érigerions un buste superbe dans l'Eglise de Westminster; &, comme elle aime beaucoup la compagnie des grands hommes, nous la mettrions entre Pope & Newton, à moins qu'elle n'aimât mieux se trouver auprès des cendres d'Oldfield ou de Henri VIII.

MR. DE SIMOLIN.

Comme ma Maîtresse m'a toujours paru plus occupée des interêts de la vie présente qu'ambiteuse

bitieuſe des honneurs dont la vanité prétend repaître les morts, je doute qu'elle trouvât dans vos propoſitions un dédommagement ſatisfaiſant pour ſes quarante vaiſſeaux & ſes cinquante mille hommes. Il y a d'autres moyens de s'arranger. Par exemple, elle ſoupire depuis longtems, pour avoir un port dans la méditerrannée. Ah! Une pareille acquiſition lui ſeroit ſi commode pour le commerce qu'elle projette de faire par le détroit de Gibraltar & par le Boſphore dont le paſſage lui eſt libre! Je ſuppoſe que vous lui cédaſſiez l'Iſle de Minorque. Vous trouveriez une indemniſation équivalente dans l'Iſle de Corſe qu'elle vous aideroit même à enlever aux François. Et, comme nos navigateurs ont découvert dans l'Archipel Ruſſe, un paſſage qui communique à l'Amérique ſeptentrionale, ne pourriez-vous pas nous céder encore le Canada ou d'autres poſſeſſions adjacentes? Conſidérez, Sire, que, pour votre intérêt, notre Autocratrice renonceroit aux grands avantages qu'elle attend d'un commerce direct avec vos colonies, qu'avec ſon ſecours vous ne manquerez pas de reconquérir. Un pareil ſervice mérite bien une petite reconnaiſſance.

S. M.

Je ne m'attendois pas, Monſieur, à des propoſitions auſſi étonnantes. Je ne puis y répondre qu'après en avoir conféré avec mes Miniſtres.

Mr. de Simolin se retire.

LORD NORTH.

Je vous avouerai, Sire, qu'en effet ces propositions sont bien extraordinaires. Si je ne craignois quelque émeute d'une nation si prompte à s'allarmer pour des riens, je ne sais ce que je conseillerois à V. M. La nécessité des circonstances couvre bien des choses. Jacques I. & Charles II. n'ont-ils pas vendu, l'un, les places qu'il possédoit en Hollande; & l'autre, la ville de Dunkerque, pour subvenir à des besoins bien moins urgens?

S. M.

Nous discuterons cette affaire une autre fois. Auparavant je voudrois savoir si nous n'avons rien à attendre de nos autres amis & alliés. Que pensez-vous de notre bon ami le Roi de Prusse?

LORD NORTH.

J'ai peine à compter sur ce Monarque. Nous n'avons que trop éprouvé qu'il n'est d'intelligence avec ses amis, que lorsqu'il y a quelque chose à gagner. Je sais qu'il brûle de se former une puissance maritime. Je viens de parler à son Ambassadeur.

S. M.

Eh! quelles font fes propofitions?

LORD NORTH.

Je penfe qui fi nous lui cédions Gibraltar & fi nous connivions à ce qu'il partageât la Hollande avec l'Empereur, il fe feroit fort d'introduire trente mille Pruffiens dans Bofton.

S. M.

ô Ciel!

LORTH NORTH.

La chofe n'eft pas fi étonnante. Louis XIV. & Charles II. n'avoient-ils pas déjà fait ce partage? Et fe fouviendroit-on que la Hollande eût exifté, fi l'amour des plaifirs n'eût mal-à-propros entraîné le Monarque François à Paris? Je craindrois feulement qu'il ne fût difficile de rappeler les trente mille pruffiens une fois débarqués en Amérique. Nous avons vu par l'exemple de la Siléfie & de la Pologne, qu'il n'eft pas aifé de faire fortir ces gens-là des endroits où ils font entrés. Il feroit à craindre qu'étant maîtres de la Hollande, il ne leur prît envie de s'établir folidement dans le nouveau monde & même dans les Indes orientales.

S. M.

Vos paroles, Mylord, font pour moi des

traits de lumiere. Mais que dites-vous du zele que ce Monarque commence à faire éclater pour la religion ? Il recommande actuellement à tous ses ministres de faire de bons chrétiens de ses sujets.

LORD NORTH.

Je m'imaginerois que ce vieux Renard n'agit pas sans motifs. Son intention ne seroit-elle pas de prévenir en sa faveur les puritains fanatiques de Boston, à qui sa tolérance un peu trop large a inspiré des préjugés contre lui ? Je n'aime point cette monarchie, & je m'en défie. Elle cherche à acquérir la solidité qui lui manque. Elle ne se soutient que par le génie du Monarque & par un gouvernement que je nomme militaire, pour couvrir d'une voile l'image du plus rigoureux despotisme qui fut jamais : gouvernement funeste aux sujets, alarmant pour l'Europe & inutile à ses alliés, à moins qu'ils ne se sacrifient pour le Monarque.

S. M.

A qui devons-nous donc avoir recours ?

LORD NORTH.

Nous n'avons rien à espérer de la Suede. Elle est trop aveuglément dévouée à la maison de Bourbon. Le Roi de Danemark pourroit nous assister. Je crains seulement qu'ayant quelques établissemens en Amérique , il n'appréhendât

de les voir tomber entre les mains des François ou des Rebelles, en ſe déclarant pour nous. D'ailleurs, ce Monarque croiroit peut-être trahir les intérêts de ſes ſujets, s'il irritoit des puiſſances qui donnent tant d'activité au commerce des munitions navales qui ſont un vrai Perou pour ce pauvre pays-là.

S. M.

Ah! ne me parlez plus de cette cour. Mon cœur ſe ſerre; les larmes coulent de mes yeux, quand je ſonge à ma pauvre ſœur, à cette fleur ſi tendre, hélas ſi cruellement moiſſonnée avant le tems! Que j'en veux à ceux qui firent rompre la négociation qui devoit l'unir au Prince d'Orange!

LORD NORTH.

Peut-être, ſi cet hymen eût réuſſi, aurions-nous plus à eſpérer des pays qu'il gouverne ſous le nom de Stathouder. Je ne vois que trop, Sire, qu'il nous faut renoncer aux ſecours des autres puiſſances. Aux étranges propoſitions qu'elles nous font tous les jours, je ne ſerois pas étonné qu'une d'elles vînt nous demander la ville ou la banque de Londres pour caution ou pour dédommagement. Les petits Princes du corps Germanique ſont encore juſqu'à préſent nos plus utiles alliés. Voilà de vrais Amis, Sire; ils ne ſe contentent pas de nous ſacrifier leur honneur: ils dépeuplent leurs petits Etats: ils nous envoient la fleur de leurs ſujets: nous en ſommes quittes pour leur

donner de quoi entretenir des filles & des *castratos*. Voilà de vrais Amis, Sire! Je voudrois bien pouvoir compter avec la même certitude sur les espérances que nous donnent les Hollandois.

S. M.

Je pense que c'est sur eux que nous devons faire le plus grand fonds. Le Prince de Hollande, je veux dire le Prince d'Orange, aime l'Angleterre par inclination & par intérêt. Quand il a pris une fois son parti, il tient ferme: il commande à ses maîtres; ainsi étant sûrs de lui, nous avons tout. Aurions-nous besoin de ménager les Etats-Généraux ou la nation?

LORD WEYMOUTH.

En accordant que le Prince est aussi puissant dans ce pays-là que le grand Seigneur l'est à Constantinople, toujours doit-on appréhender qu'une nation qui nous craint plus qu'elle ne nous aime, ne se souleve, si nous cessons un instant de lui paroître redoutables. En un mot, je doute si nous n'aurions pas mieux fait de nous appliquer à gagner les Etats du pays plutôt que le Prince.

S. M.

Avez-vous oublié, Mylord, ce qui est arrivé à je ne sais quel petit Gentilhomme de ce pays-là, pour s'être opposé à ce qu'on m'envoyât les troupes Ecossoises qui sont au service des Etats?

LORD NORTH.

J'ai donné quelque attention à cette affaire, pour tirer des conféquences fûres du caractere de la nation. Ce même Gentilhomme, d'un génie remuant, audacieux, amateur des nouveautés, comme le font tous les factieux, entreprit de faire affranchir quelques payfans des fervitudes que les feigneurs exigeoient d'eux. Voilà comme, dans les anciennes Républiques, & de nos jours dans nos colonies, d'ambitieux Démagogues ont commencé par capter la faveur du peuple pour opérer une révolution. Il eft vrai que le Prince n'a pas été la dupe de ce prétendu patriotifme. Nous avons fi bien fu lui repréfenter les conféquences d'une pareille conduite, ou plutôt nous avons fu former une cabale fi puiffante contre le dit Gentilhomme, qu'il a été exclus des affemblées d'Etat. On ne pouvoit mieux nous fervir: on a coupé le mal par la racine. Autrefois, dans les dietes de la Pologne, on fabroit un oppofant trop opiniâtre pour obtenir l'unanimité des fuffrages. Dans la République des Pays-bas, où cette abfurde unanimité eft également requife pour la décifion des affaires importantes, on emploie des moyens plus doux, mais qui ne font pas moins fûrs. Je commençois à me flatter que l'exclufion dudit Gentilhomme produiroit un effet falutaire; je commençois même à juger par cette violente infraction des droits les plus facrés, qui auroit ici occafionné un foulevement général & placé le nom de cet Hollandois à côté de celui des SYDNEY & des

HAMPDEN, que la République n'existoit plus, & que le Stathouder y gouvernoit despotiquement. Je crains de m'être trompé. Je viens d'apprendre que le dit Gentilhomme est regardé comme un autre Brutus, un nouveau Barnevelt, un martyr de la patrie: on m'assure que le Prince, facile à se laisser prévenir, commence à soupçonner qu'on l'a trompé. J'apprends que le parti François ou anti-Stathouderien fait les plus effrayans progrès dans ce pays, que le public y est inondé d'écrits séditieux où le Prince est aussi maltraité que S. M. pourroit l'être dans les papiers Anglois. C'est une dangereuse chose que la liberté de la Presse. Cette fermentation chez un peuple, naturellement tranquille, endurant & doux, me fait craindre quelque funeste explosion.

S. M.

J'ai dans ce pays-là, mon fidele ministre & Chevalier YORKE, négociateur rompu dans le méritier & habile Courtisan; car il y a une cour dans cette République. Il y a plus de vingt ans qu'il y réside. Nous ne faisons pas comme la cour de France, qui ne laisse pas à ses ministres le tems de connoître leur emploi. Je puis me flatter d'être bien servi. Le Chevalier connoît le fort & le foible du Pays. A l'aide de quelques milliers de guinées distribuées à propos à des Ecrivains & a des Magistrats mercenaires, notre parti, d'ailleurs protégé hautement par le Prince, prévaudra toujours en Hollande sur le parti Gallican.

LORD NORTH.

Pour vous dire ce que je penſe, cette nation tient moins à nous par l'interêt national que par l'intérêt de quelques particuliers. Si les Hollandois avoient réaliſé les fonds qu'ils ont en Angleterre, peut-être auroient-ils déjà éclaté contre nous. C'a été une bonne politique de lier ainſi cette nation avide de gain: nous l'avons adroitement réduite à l'état d'un créancier qui ménage ſon débiteur dans la crainte qu'il ne lui faſſe banqueroute: entre nous, je ne ſache pas qu'elle nous ſoit actuellement attachée par aucun autre lien.

S. M.

Il eſt fâcheux que le Stathouder ne ſoit pas Souverain abſolu. Il eſt borné par les formes; & ces formes ſont quelque choſe. Je ſais bien que l'envie ne manque pas à mon cher couſin de voir ſon nom inſcrit dans l'auguſte Catalogue des Souverains: nous ne contribuons pas peu à l'animer à cette grande entrepriſe: nous ne ceſſons de lui mettre devant les yeux la facilité avec laquelle le premier Magiſtrat de la Suede ſut opérer une révolution ſemblable, il y a quelques années. Je commence à craindre qu'il manque d'audace & de dextérité. S'il venoit à réuſſir, comme nous pouvons tout ſur ce Prince, nous pourrions nous flatter de gouverner abſolument ce petit Etat, d'en monter les reſſorts à notre volonté & d'en diriger les mouvemens ſuivant nos intérêts.

LORD NORTH.

Je doute, Sire, que cette révolution, depuis ſi longtems l'objet de nos vœux & de notre politique, renferme autant de facilités & d'avantages que l'on eſt porté communément à le penſer. Je craindrois plutôt qu'avec un titre brillant, le Stathouder ne vît les bornes de ſon pouvoir reſtreintes, que ce titre ne rendît toutes ſes démarches ſuſpectes, ſa perſonne odieuſe, & qu'au moindre mécontentement, ſes ſujets indociles ne formaſſent, à l'exemple de leurs ancêtres, de funeſtes conjurations contre leur nouveau Souverain. Sire, je ne parle que d'après les Annales de ce peuple & d'après les informations que j'ai faites ſur ſes diſpoſitions actuelles.

S. M.

Vos paroles, Mylord, ſont de nouveaux traits de lumiere: je crois qu'en effet le Batave reſſemble un peu à nos Bretons qui courboient ſervilement la tête ſous le joug d'un *Protecteur* & ont toujours porté impatiemment celui d'un *Roi*. Vraiment, la Condition d'un Monarque Britannique eſt bien dure. Je ſuis donc obligé de convenir que le Prince d'Orange ſera plus heureux & même plus puiſſant avec le titre modeſte de Stathouder (*) qu'il ne le ſeroit avec le titre orgueilleux de Roi.

(*) Ce titre ſignifie Lieutenant ou Gouverneur. On ſeroit étonné que les Etats, qui ſe diſent Souverains, aient beſoin d'entretenir un Gouverneur, dans un pays où ils

LORD NORTH.

A moins qu'il ne trouvât moyen d'établir un gouvernement purement militaire & modelé fur celui de fon oncle. Puifque le dez eft jeté, il ne nous refte plus qu'à nous affurer de plus en plus de fes difpofitions & à l'enchaîner plus étroitement à nos intérêts. S'il trouvoit alors quelque oppofition dans la République, on pourroit lui infinuer de réduire les mécontens au filence avec le fecours de fes troupes, affiftées des meilleurs foldats de Pruffe & de Hanovre, qu'on feroit paffer en Hollande, fous prétexte de les embarquer pour l'Angleterre.

S. M.

On dit qu'en effet cette nation devient tous les jours plus ulcérée contre nous. Peut-être devrions-nous renoncer au fyftême que nous avons adopté d'exciter, fous main, nos capitaines de vaiffeaux à molefter fon commerce, pendant que nous les défavouons en public. Ne pourroit-on pas fe contenter de piller leurs bâtimens; fans tourmenter les équipages & leur difloquer les membres?

LORD NORTH.

L'avis de V. M. feroit excellent, fi nous avions affaire à des gens moins intéreffés:

font préfens; fi on ne favoit que les noms ne fignifient pas toujours ce qu'ils femblent fignifier.

mais cette nation eſt d'une avidité pour le gain, qu'il faut chercher à éteindre par les moyens les plus violens.

S. M.

Ne ſçavez-vous pas que la France eſt attentive à fomenter le mécontentement des Hollandois & ne ceſſe de les exciter à éclater ?

LORD NORTH.

Ils ont trop de motifs qui les empêchent de ſe déclarer contre nous. Leur intérêt, voilà leur honneur: ils ſont accoutumés à ſouffrir ces violences, comme nous à entendre leurs plaintes: les diſpoſitions actuelles des Etats ne ſont pas telles que je le deſirerois: cependant je ne déſeſpere pas de les engager encore à nous fournir les ſubſides ſtipulés par les traités.

S. M.

Leur Ambaſſadeur doit venir: nous en conférerons plus amplement avec lui.

DIALOGUE V.

L'AMB. DES E. G.

LORD NORTH.

LORD NORTH.

Vous ſçavez, Mr. le Repréſentant de nos bons & fideles alliés, que, depuis quelques années, nous n'avons pas à nous louer de la conduite de vos maîtres: Vous ſçavez que c'eſt de vos marchands que nos Colonies ont tiré la partie la plus conſidérable des munitions qui les ont miſes en état de nous réſiſter: ces griefs ſont violens: cependant l'amour de S. M. pour votre Etat, eſt toujours le même: Elle.....

L'AMB.

Elle ſait qu'un Etat ne ſauroit être reſponſable de toutes les ſourdes menées des particuliers; que l'avidité du gain fait ſe jouer des prohibitions les plus rigoureuſes, & ſe gliſſer dans les ports les mieux fermés: c'eſt le génie de notre nation: le Souverain même eſt obligé d'y fermer les yeux: plût-à-Dieu que les autres peuples ne s'introduiſiſſent jamais chez l'étranger, que pour leur fournir des commodités dont une loi politique défend l'importation! La République penſe au contraire avoir de vio-

violens reproches à vous faire : les saisies fréquentes que vous faites de nos bâtimens, les violences commises sur les équipages, voilà des griefs qu'aucune raison d'Etat ne sauroit disculper. Cependant vous devez être assuré que mes maîtres ne désirent rien tant que de vivre en bonne intelligence avec vous

L O R D N O R T H.

Il ne suffit pas de vivre en bonne intelligence. Ne sentez-vous pas qu'il est, actuellement plus que jamais, de votre intérêt de faire cause commune avec nous, de s'élever contre la France qui, par sa conduite partiale & des distinctions odieuses, montre clairement combien elle vous méprise & combien votre sort seroit dur, si cette puissance ambitieuse & perfide, ardente à tout diviser pour tout envahir, venoit à obtenir la prépondérance sur les mers.

L'A M B.

Je ne vous cacherai pas, Mylord, que la conduite de la France à notre égard ne paroît pas à tous les citoyens de la République d'une conséquence également funeste : nous sommes cependant bien éloignés de l'approuver : mais, comme nous ne pouvons agir sans l'unanimité, je n'ai rien à vous dire, sinon que vous avez tout à espérer des sentimens que la conduite de la France a inspirés aux bons patriotes. Je ne doute pas que la réponse de

mes maîtres à la demande des vaiſſeaux pris par Paul Jones & des ſecours ſtipulés par l'alliance des deux nations, ne ſoit conforme à vos vœux. En attendant je vous conſeillerois de donner des ordres pour que notre navigation fût plus reſpectée; car je ne vous cacherai pas que les violences antérieures peuvent avoir ralenti le zele de nos citoyens. Il faut un peu ménager cette turbulente ville d'Amſterdam qui veut prendre le ton ſur toutes les autres, ſous le prétexte imaginaire de défendre la liberté belgique. Il vient même d'arriver ici un Marchand de cette ville orgueilleuſe: il ſe plaint que je ne ſoutiens pas les intérêts du commerce avec aſſez de chaleur: il oſe ſe permettre des menaces contre l'Angleterre: votre ſeigneurie ne fera pas mal d'écouter cet original, pour juger des diſpoſitions de la nation & la tranquilliſer en lui donnant au moins de bonnes paroles.



DIALOGUE VI.

L'AMB., LORD NORTH, LE MARCHAND D'A....

LE MARCHAND.

Je pressens, Mr. le Ministre de S. M. B. que vous ne gagnerez pas à tourmenter nos pauvres marchands, & que l'Angleterre, dans sa détresse actuelle, feroit mieux de chercher de nouveaux amis que de s'aliéner ses anciens alliés. On arrête nos vaisseaux, on pille nos marchandises, on estropie, on massacre nos matelots. Vous m'avouerez que ce procédé n'est ni poli ni politique.

LORD NORTH.

Je ne doute pas, mon cher ami, que vous n'entendiez parfaitement le calcul en fait de spéculations de commerce; mais la politique est une sphere différente; & vous ne pouvez mieux faire que de vous en tenir aveuglément à la décision des Etats vos maîtres: ils savent que, si l'on écoutoit vos marchands, leurs résolutions emportées n'iroient à rien moins qu'à élever à un point redoutable la puissance Françoise, cette eternelle ennemie du repos de l'univers, de la religion & de la liberté des peuples. Vous n'êtes guidés que par l'in-

l'intérêt préſent & particulier : mais vous ne pénétrez pas dans l'avenir, & le grand intérêt de l'Etat échappe à vos vues circonſcrites dans le cercle étroit des comptoirs & des magazins.

LE MARCHAND.

N'en déplaiſe à votre ſeigneurie, je ne vois pas le danger que court notre religion dans la circonſtance préſente : je ne vois pas quel rapport il peut y avoir entre la ſaiſie de nos vaiſſeaux & le Synode de Dordrecht, entre des mâtures & la ſatisfaction de Chriſt. Mais les regards ſublimes & perçans des grands ſeigneurs & des Miniſtres des Rois, voient tant de choſes qui échapent à des vues faibles & bornées telles que les nôtres! Vous me permettrez, ſeulement, de vous demander comment il s'eſt fait que cette voix du peuple qui ne ceſſoit de vous dire : „ vous perdrez l'Amérique en voulant la ramener à coups de canon ; la France ſe déclarera contre vous: l'Eſpagne l'imitera &c. " ; vous me permettrez, dis-je, de vous demander comment il s'eſt fait que, malgré vos belles ſpéculations politiques, le peuple a deviné plus juſte que vous. Nous ne ſavons juger des choſes que par les effets : les François ſoutiennent actuellement la liberté de vos Colonies que vous voudriez détruire : quel intérêt les engageroit à menacer la nôtre? Vous, au contraire, ne ceſſez de déſoler notre commerce ; & je prévois que, ſi vous ne changez de ſyſtême à notre égard, vous pourriez nous forcer à repouſſer la force par la for-

ce, suivant la grande loi de la nature, qui vaut bien votre droit politique, auquel je vous avoue que je n'entends rien. Telle est la raison qui m'a fait passer la mer. Je ne suis pas seulement venu pour vous demander la restitution des navires que vos corsaires m'ont enlevés : je suis encore venu pour vous avertir que vous avez tout à craindre de la disposition où sont les esprits en Hollande.

LORD NORTH.

Il paroît que, s'il ne tenoit qu'à vous, vos concitoyens ne tarderoient pas à épouser le parti de la France.

LE MARCHAND.

Votre observation est captieuse ; tout ce que je sais, c'est que les François auroient pu nous mener loin, s'ils avoient su nous ménager : j'ai vu le moment où l'on ne formoit en Hollande presque qu'un seul & même cri contre les Anglois. Cette conspiration unanime n'eût pas manqué d'influer dans les assemblées d'Etat. La cour de France, pour achever de nous déterminer, n'avoit qu'à combler la mesure des bons procédés à notre égard. Quels avantages ne pouvoit-elle pas se promettre de notre République, intéressée fortement à l'indépendance de l'Amérique & outrée contre les Anglois, si, après avoir relevé sa marine & attiré l'Espagne, elle se fût attachée à gagner notre

Dechepper

Stathouder au lieu de l'irriter, & nous eût proposé de nouveaux avantages de commerce, avec le renouvellement de nos anciennes alliances! Il ne tenoit qu'à elle de changer le systême de l'Europe. La guerre seroit finie, l'Angleterre réduite aux bornes que la nature lui a assignées, & l'Amérique reconnue libre. Mais la France n'a connu ni ses intérêts ni le caractere de notre nation. Elle paroît nous avoir méprisés comme une puissance subalterne; elle a hazardé des menaces, que ses ennemis n'ont pas manqué de relever: elle s'est permis des actes de partialité qui ont jeté la défiance dans les esprits.

L'A M B.

Vous avez, mon cher Compatriote, fort bien jugé ce point de politique. Jamais la France ne rompra le faisceau de fleches qui nous tient réunis. Quand même ses vues ne seroient pas louches, sa politique ne laissera pas de nous être suspecte. Les soupçons qu'elle vient de faire naître, contre-balanceront toujours le ressentiment de ceux qui croient avoir à se plaindre de l'Angleterre.

LORD NORTH.

Je suis charmé de vous voir dans de pareils sentimens. J'en conçois de favorables augures pour la Grande-Bretagne. Tout cela doit vous persuader que votre intérêt est essentiellement lié au bien-être de notre nation. En-

vain les François vous feroient appréhender une invaſion par terre. L'Angleterre les arrêtera toujours, en mettant entre vous & eux une égide que leurs armes & leurs efforts ne pourront jamais entamer.

L'A M B.

Vous avez raiſon, Mylord; mais nous avons encore d'autres défenſes contre les François. L'Empereur ne leur permettroit pas aiſément de s'étendre autour de ſes poſſeſſions. Il regarde déjà d'un œil jaloux leur accroiſſement en Amérique. Et, s'il étoit jamais d'intelligence avec eux, n'aurions nous pas infailliblement pour nous le grand Frederic? La France, alors obligée de partager ſes forces, nous ſeroit peu redoutable ſur terre; Mais, ſur mer, quel poids ne mettrions-nous pas dans la balance où nous nous trouverions?

LE MARCHAND.

Je vois avec plaiſir que notre exiſtence ne dépend pas abſolument de la protection des Anglois. Je ne vous cacherai pas, Mylord, que votre nation n'eſt gueres aimée en Hollande. Il y a bien des patriotes qui brûlent qu'on ſaiſiſſe l'occaſion de vanger les outrages qu'elle ne ceſſe de nous faire eſſuyer. Par exemple, eſt-il rien de plus odieux que l'affreux point d'honneur de vos matelots, qui font périr toutes les années un nombre conſidérable de nos vaiſſeaux par le cruel refus de s'écarter tant

ſoit peu, quand leurs bâtimens maſſifs rencontrent, dans des paſſages étroits, les frêles carcaſſes de nos légers navires? Ces vains honneurs qu'ils nous forcent de rendre à leur pavillon, ne ſont-ils pas les cauſes funeſtes de toutes leurs violences & de tous leurs outrages à notre égard? Ne ſommes-nous pas une puiſſance indépendante auſſi bien qu'eux?

LORD NORTH.

Il ne s'agit pas, mon cher Ami, de diſcuter, ſi votre République eſt une puiſſance indépendante ou non. Elle l'eſt; perſonne ne le nie: mais elle eſt une puiſſance ſecondaire: vous êtes des enfans encore petits & faibles: vous devez le reſpect à ceux qui ſont plus grands, plus forts, plus âgés. Vous êtes vif, Mr. le ſpéculateur en bois, en bled & en fromages. Mes affaires m'appellent ailleurs; je vous laiſſe avec Mr. l'Ambaſſadeur qui vous expliquera plus au long la juſtice & la modération de notre conduite.

Lorth North ſort.

L'AMB.

Je ſuis charmé que vous ayiez pris avec chaleur les intérêts de votre patrie. Mon emploi me fait un devoir de dérober aux Anglois bien des vérités dures qu'ils méritent: Il eſt a propos de les ménager, parce que nous ne ſommes pas encore en état de les braver. Ils veulent bien nous payer les marchandiſes qu'ils

nous enlevent : nous devons être contens; mais il faut toujours faire paroître qu'on nous fait tort, & grand tort. S'ils pouvoient remettre les membres à ceux qu'ils estropient ou rendre la vie à ceux qu'ils tuent, cela vaudroit encore mieux; mais patience, si nous voulions nous défendre, il y auroit bien plus de tués & d'estropiés. Les Anglois finiront toujours par être la dupe de leur violente politique. En nous payant tout ce qu'ils nous enlevent, il arrive que nous les approvisionnons aussi-bien que les François. Ils détruisent ainsi leur acte de navigation. Je vous engage à continuer toujours de faire des requêtes contre eux.

LE MARCHAND.

Quelle sublime science que la politique ! le voile qui couvroit mes yeux commence à tomber : daignez m'initier plus avant dans les Augustes mysteres des cours.

L'A M B.

Les Anglois croient que nous ne sommes que des manequins qu'ils font tourner à leur gré, & c'est nous qui les jouons : ils se sont imaginés que nous épouserions leur parti : nous leur avons fait entendre que nous n'attendions que le moment que notre marine seroit montée sur un pied respectable, & que nos troupes de terre seroient augmentées pour défendre les frontieres contre les François. Vous savez que les Etats ont effectivement délibéré sur ces

deux objets : les résolutions ont traîné en longueur, comme on le prévoyoit bien : nous leur promettons une issue conforme à leurs vœux. Pour mieux les aveugler, les Etats-Généraux parurent vouloir accéder à la demande qu'ils leur faisoient de renoncer à la liberté du transport des munitions navales ; mais les choses étoient arrangées de maniere que la ville d'Amsterdam empêcha tout-à-coup les suites de cette délibération. Par cette adroite politique, il arrive que les Anglois nous doivent de la reconnoissance pour ce que nous paroissions vouloir faire en leur faveur, & que nos droits à la liberté du commerce étant conservés dans toute leur force, nous pourrons bientôt leur objecter la saisie de nos vaisseaux comme une infraction qui nous dégage de l'obligation de fournir les secours stipulés par les traités. Ils nous demandent actuellement ces secours ; ils veulent avoir deux vaisseaux qu'un pirate Américain vient d'emmener dans le Texel : nous leur aurions déjà répondu, si les François avoient su détruire leur flotte & bombarder Plimouth.

LE MARCHAND.

Tout ce que vous dites est nouveau pour moi.

L'AMB.

La politique actuelle de l'Etat est d'éluder en temporisant, d'éviter soigneusement de prendre part aux guerres étrangeres, pour en ti-

rer tout le parti poſſible. Le rôle que je joue ici, eſt des plus difficiles: je dois entretenir cette cour dans l'eſpoir d'obtenir ce qu'elle demande, afin qu'elle ne nous force pas de quitter l'avantageuſe neutralité que nous avons choiſie, & prolonger le tems où nous profitons des ſottiſes de nos voiſins.

LE MARCHAND.

Mais n'eſt-il pas à craindre qu'une cour auſſi politique ne pénetre nos vues, & n'agiſſe en conſéquence?

L'AMB.

Nous avons une excuſe plauſible dans l'organiſation de notre gouvernement: Nous avons un Stathouder intéreſſé à favoriſer l'Angleterre: Nous avons des Etats-Généraux où il a la plus grande influence: cette tête & ce corps ſont en général pour les Anglois: mais notre République eſt compoſée de pluſieurs autres corps: les Etats particuliers & les villes ont des intérêts différens: ils ont voix négative dans les délibérations; voilà le grand point qui conſerve notre liberté au dedans & notre repos au dehors. Nous ne pouvons prendre de parti que tous n'y conſentent; ainſi nous ne pouvons nous engager dans aucune entrepriſe, à moins que l'avantage ne ſoit évident. C'eſt un chef-d'œuvre de politique que cette unanimité: elle nous empêche, il eſt vrai, de jouer un rôle dans les affaires de l'Eu-

rope; mais que ce rôle nous coûteroit cher! Ne vaut-il pas mieux préférer le bonheur à l'éclat? Les étrangers trouvent notre conſtitution abſurde: elle l'eſt en effet pour eux qui ne peuvent nous gouverner à leur gré.. Je ſuis, moi-même, obligé de parler quelquefois leur langage: je m'emporte le premier contre la marche lente & embarraſſée de notre machine politique: il faut bien que j'amuſe les Anglois: ils voudroient que nous les imitions par des réſolutions précipitées. La France frémit ſurtout. Elle ne ceſſe de nous faire entendre que nous abandonnons notre honneur & nos intérêts, comme ſi nous ne connoiſſions pas l'un & l'autre encore mieux qu'elle. Le François a cru frapper un grand coup, en défendant en dernier lieu l'importation des fromages de Nord-Hollande.

LE MARCHAND.

Il s'eſt furieuſement trompé. Lorſque je partis d'Amſterdam, je vis embarquer une quantité prodigieuſe de fromages: on me dit qu'ils étoient deſtinés pour la France; que l'édit du Roi n'avoit fait que changer leur nom, & qu'on ne les apeloit plus que des fromages de Sud-hollande. J'oſe vous demander à préſent, ſi nous ne ſerions pas en état de prendre enfin le parti d'une neutralité reſpectable & reſpectée?

L' A M B.

Je vous obſerverai que le ſyſtême de notre conſtitution fédérative eſt, comme toutes les conſtitutions humaines, ſujette à des inconvéniens. A raiſon de la différence des intérêts & des vues, il arrive que tout n'eſt pas également bien réglé dans l'intérieur du pays. Il faut avouer que nos forces navales ne ſont pas ſur un pied propre à en impoſer. C'eſt un grand malheur pour nous qu'ayant dans tous les tems plus de mille vaiſſeaux marchands ſur les mers, nous n'ayions pas des forces régulieres pour les protéger. Nous n'avons point, comme la France & l'Angleterre, de corps de marine fixe & permanent. D'ailleurs nous devons craindre d'irriter les Anglois qui nous paient toutes les années une rente d'environ 1570000 livres ſterlings; ce qui, à calculer le change à 36 eſcalins, qui eſt ſon cours actuel, revient à plus de 16956000 florins de Hollande. Vous m'avouerez qu'une ſomme d'environ dix-ſept millions de florins que nous tirons annuellement de l'Angleterre, mérite quelque attention.

LE MARCHAND.

Je vois à préſent que ce ſeroit une queſtion bien digne d'occuper une ſociété patriotique, ſi l'on peut être bon citoyen & avoir des fonds en Angleterre. Si ce numéraire étoit dans notre pays, combien cette augmentation d'eſpeces, en diminuant l'intérêt de l'argent, ne ſerviroit-elle pas à ranimer le commerce, à fa-

voriſer de grandes entrepriſes utiles ; ſoit inté-
rieures , en deſſechant les marais & les lacs, en
défrichant les bruyeres ; ſoit extérieures, en
facilitant des ſpéculations nouvelles & étendues,
comme nous en faiſions autrefois ? Que de
banqueroutes le hauſſement de l'intérêt de l'ar-
gent n'a-t-il pas occaſionnées, & que de bran-
ches utiles de commerce ~~ne nous~~ a-t-il pas
fait perdre ? Il eſt vrai que nos rentiers, en
plaçant leur argent dans le pays, n'auroient
plus d'auſſi grands revenus qu'ils en tirent des
Etats emprunteurs : mais l'oiſiveté, ſuite na-
turelle de leur état, ne les a-t-elle pas accoutu-
més à un luxe qui a fait refluer dans ces Etats
au-delà même des intérêts ordinaires que ces
rentiers tireroient dans leur patrie ? Au pis-
aller, ils travailleroient comme leurs ancêtres :
cet argent rendroit ſûrement plus à l'Etat par
les produits du commerce que par les rentes
des fonds étrangers : le commerce national
n'a-t-il pas été plus floriſſant & notre puiſ-
ſance plus grande, dans le tems que nous igno-
rions l'agiotage, ſyſtême funeſte qui n'a ſervi
qu'à dégrader nos ames, corrompre nos mœurs,
rendre notre patrie tellement dépendante & eſ-
clave des puiſſances étrangeres, qu'elles peuvent
nous ruiner à l'occaſion d'un premier revers
ou du plus léger mécontement ? En un mot,
je crois que c'eſt à ce funeſte agiotage, non
moins qu'aux guerres où la politique & l'am-
bition de la grande Bretagne nous a entraînés,
que notre République doit ſa décadence, hélas !
trop réelle. Voilà la cauſe des honteux ména-
gemens que nous ſommes obligés d'avoir pour

des puiſſances qui oſent trouver mauvais que nous ayions le bon ſens de ne pas nous égorger avec elles.

L'A M B.

Voilà des vues neuves: vous avez très-bien apprécié cet objet. Quant à l'état de notre marine, j'ajoute que nos officiers de mer ne ſont ni aſſez honorés, ni aſſez récompenſés. Il ſont peu attachés à un pavillon, où ils ſont réduits au vil emploi de munitionnaires. Ces ſoins minutieux aviliſſent leur ame, s'ils s'y appliquent; & les expoſent à être trompés, s'ils n'y donnent pas aſſez d'attention. Ils n'ont aucun intérêt de ſoumettre à l'exercice & à la diſcipline, des équipages qu'ils changent preſque à chaque voyage & qui les haïſſent, parce que, pour faire bourſe, ils ne fourniſſent à ces équipages que des vivres, qui ne ſont ni bons ni ſuffiſans. Je penſe que nous devrions moins nous épuiſer à entretenir des armées formidables de terre, pour garder des frontieres qui, d'après ce que j'ai déjà obſervé au Lord North, ne ſauroient être menacées. Nous devrions tranſporter plutôt ces dépenſes à la protection de nos côtes & de notre navigation, qui ſont la baſe de notre exiſtence & la ſource de notre proſpérité. Nous avons tant de marins qui ne manquent ni de zele ni de capacité.

DIALOGUE VI. (*)

LORD WEYMOUTH,

UN ENVOYÉ DE FRANCE.

L'ENVOYÉ.

Je puis aſſurer votre ſeigneurie que S. M. T. C. n'a rien tant à cœur que d'entamer une négociation, qui puiſſe amener la ſuppreſſion totale des malheurs d'une guerre, dont les fléaux ne ſe font pas moins ſentir aux habitans de la Grande-Bretagne qu'à ceux de l'empire François, & dont la perſpective eſt bien plus effrayante pour vous que pour nous.

LORD WEYMOUTH.

La condamnation indélébile de la France ſe réduit à la preuve de deux propoſitions ſimples & preſque évidentes; premierement qu'une paix profonde, permanente, & de la part

(*) Ce dialogue a paru ſéparément & quelques jours après les autres: il a été généralement attribué au même Auteur: ainſi nous l'avons couſu le mieux qu'il nous a été poſſible avec les autres. Nous avons cru cette remarque néceſſaire, pour éclairer les critiques & les commentateurs à venir qui pourroient ſe quereller ſérieuſement, ſi quelques-uns s'appercevoient qu'en effet ce dialogue eſt un hors d'œuvre, découverte que les autres ne manqueroient pas d'attaquer, & qui pourroit, peut être, donner occaſion à quelques *in-folio* à pure perte. *Note du Traducteur.*

de l'Angleterre, ſincere & véritable, ſubſiſtoit entre les deux nations, lorſque la France forma des liaiſons, d'abord ſecretes & enſuite publiques & avouées, avec les Colonies révoltées de l'Amerique; ſecondement, que, ſuivant les maximes les plus reconnues du droit des gens & ſelon la teneur même des traités actuellement ſubſiſtans entre les deux couronnes, ces liaiſons pouvoient être regardées comme une infraction de la paix. Vous l'avez troublé cette paix que la *modération* de S. M. avoit rétablie.

L' E N V O Y É.

Vous ne dites pas que cette paix deſhonorante pour la dignité d'une grande nation, étoit un état forcé qui avoit laiſſé dans les eſprits le mécontentement & le deſir de la vengeance. Les François n'ont fait que ce que vous auriez fait à leur place. Tranſportez vous, je vous prie, encore une fois, au tems des négociations pour la derniere paix. Rappelez-vous l'inflexible hauteur avec laquelle vous uſâtes des droits de la victoire & comment vous abuſâtes des ſuccès que vous ne deviez qu'à la perfidie avec laquelle vous nous aviez attaqués en pleine paix. Louis XIV. renonçoit, à la fin de ſes plus heureuſes campagnes, à de brillantes conquêtes pour éteindre l'envie & le reſſentiment dans le cœur de ſes ennemis. Comment oſez-vous vanter votre modération, tandis qu'il s'en faut bien que vous ayiez été auſſi modérés que ce Monarque, dont vous

ne cessez de relever l'orgueil & l'ambition? Le Canada, une partie de la Louisiane, la Floride, le Cap Breton, la Dominique, St Vincent, Terre-Neuve, Tabago, Madras, le Sénégal & je ne sçais combien d'autres établissemens dans toutes les parties du monde, il a fallu tout vous céder: votre avidité a tout dévoré. Sont-ce là des traits de votre modération? Ne deviez-vous pas penser qu'on ne souscrivoit à des conditions si deshonorantes & si dures, que pour obéir à la grande loi de la force & combiner une vengeance plus sûre? Ce n'est pas que j'attribue un droit réel à la force: je ne juge pas d'après le droit; je juge d'après les faits: je ne parle pas en législateur; je parle en politique. Je dis que chaque état doit tenir un rang analogue à sa situation, à sa grandeur & à sa population; les sujets de cet état conservent malgré eux des sentimens d'orgueil relatifs à la force de la société qu'ils composent: un événement imprévu peut bien abaisser cet Etat: mais il ne sauroit ni l'empêcher de tendre naturellement à se relever, ni étouffer les sentimens des particuliers; & vous paroissez étonnés de notre conduite actuelle! Vous aviez brisé la barriere en Europe & aux Indes. Il étoit, a dit très-bien chez vous un de nos Ecrivains, de la dignité d'une nation qui prétend en corps aux honneurs de la philosophie, de se fixer des bornes à elle-même & de montrer aux hommes étonnés, une puissance prépondérante & moderée. Si vos ministres avoient connu le cœur humain, apprécié une grande nation telle que la Fran-

çoife, & confulté leurs vrais intérêts, ils ne nous auroient pas contraints à faire de pareilles ceffions : vous nous attaquâtes en Renards & vous nous fîtes la loi en Lions.

LORD WEYMOUTH.

Si un ennemi étranger avoit fait la conquête des Etats de S. M. B. en Amérique, & que le France eût confirmé par un traité folennel, un acte de violence qui dépouilloit, au milieu d'une paix profonde, le voifin refpectable, dont elle fe difoit le voifin & l'allié, l'Europe entiere fe feroit foulevée contre l'injuftice d'un procédé qui violoit fans pudeur tout ce qu'il y a de plus faint parmi les hommes. La premiere découverte, la poffeffion non interrompue de deux cens ans, fuffit pour conftater les droits de la Grande-Bretagne aux terres de l'Amérique-Septentrionale & fa fouveraineté fur le peuple qui y avoit formé des établiffemens avec la permiffion & fous le gouvernement des prédéceffeurs du Roi.

L'ENVOYÉ.

Tous vos publiciftes avouent que le foulévement général de toute une nation ne mérite point le nom de rébellion. Guillaume III fut fans doute un ennemi étranger à l'égard de Jacques II : cependant Jacques II n'avoit-il pas plus de droits fur la Grande-Bretagne, que George III n'en peut réclamer fur les colonies de l'Amérique ? Pour vous montrer la faibleffe

de

de votre argument, je ſuppoſe que les Américains, reconnoiſſant les droits des prédéceſſeurs de votre Monarque, ſe fuſſent aviſés de proclamer le Prétendant ou ſon ayant-cauſe: que pourriez-vous leur objecter? N'auroient-ils pas droit de vous dire qu'ils rendent à l'héritier légitime un domaine uſurpé & que vous êtes vous-même les rebelles & votre Prince l'uſurpateur?

LORD WEYMOUTH.

Parce qu'un peuple oſe ſecouer le joug de l'autorité ou plutôt des loix; qu'il a uſurpé les provinces & les prérogatives de ſon ſouverain, & recherché l'alliance des étrangers, pour appuyer ſon indépendance prétendue, ces étrangers peuvent-ils accepter cette alliance, ratifier ces uſurpations & reconnoître cette indépendance, ſans ſuppoſer que la révolte a des droits plus étendus que ceux de la guerre, & ſans accorder aux ſujets rebelles un titre légitime aux conquêtes qu'il n'ont pu faire qu'au mépris de la juſtice & des loix?

L'ENVOYÉ.

Ces phraſes ſont belles: on diroit qu'elles ſont préparées pour entrer dans un minifeſte; mais elles ſont toujours fondées ſur un faux principe. Elles ne vont à rien moins qu'à ébranler tous les trônes, en commençant par celui de George III. Vous ſavez que tout le monde ne convient pas en Europe, & ſurtout en Angleterre, que les Américains ſont des rebel-

ſes. Au moins il n'eſt pas ſûr que l'infortune les rendra tels: leur crime ou leur innocence dépendent du ſort des armes: dans cette ſituation, n'avons nous pas le droit de les ſoutenir comme les Hollandois ont eu droit de ſoutenir votre Guillaume III., avant que la victoire eût légitimé ſon uſurpation, ou comme Henri IV. & Elizabeth reconnurent & ſoutinrent l'indépendance des Provinces-Unies, ſans attendre le conſentement de la puiſſance dont cette déclaration bleſſoit les droits?

LORD WEYMOUTH.

Il étoit réſervé à la France de ſe vanter de ſes diſpoſitions pacifiques, dans l'inſtant même que ſon ambition lui inſpira d'exécuter & d'avouer un acte de perfidie ſans exemple dans l'hiſtoire des nations.

L'ENVOYÉ.

J'ai déjà répondu à votre nouvelle déclamation, en vous prouvant que l'autorité même de S. M. B. n'étoit appuyée que ſur des exemples de ce genre. Je pourrois rappeler encore l'aſſiſtance ſecrete ou publique que vous avez donnée aux Rebelles de la Rochelle, des Cevennes, ou de la Corſe. N'aviez-vous pas auparavant reconnu les droits qu'avoient dans ces différens endroits, Louis XIII, Louis XIV, & la République de Genes qui les céda à Louis XV?

LORD WEYMOUTH.

Après avoir épuiſé toutes les reſſources de la

perſidie & de la diſſimulation, la France oſe avouer à la face de l'Europe *indignée* un traité ſolennel fait avec les agens *ténébreux* des colonies.

L'ENVOYÉ.

Pendant plus de vingt ans votre Reine Elizabeth ſe conſuma en proteſtations d'amitié pour le Roi d'Eſpagne dans le tems qu'elle aſſiſtoit ſecretement d'argent, & publiquement de troupes, un peuple qu'elle regardoit elle-même comme rebelle. Que la conduite de Louis XVI a été bien plus noble & plus franche ! Il ne vous a caché ſa réſolution qu'autant de tems qu'il lui en falloit pour conſommer un traité qu'il ne pouvoit faire que ſecretement. Il ne vous a point caché qu'il étoit ravi de ſaiſir cette occaſion pour voir l'abaiſſement d'une puiſſance, qui étoit vraiment trop étendue pour ſa ſureté. Si, comme vous le prétendez, l'Europe eût été indignée de cette conduite, pourquoi, vous qui l'avez ſi ſouvent ſoulevée contre la France, ne l'avez vous pas fait armer en votre faveur dans une circonſtance où elle commet, ſelon vous, une perfidie ſans exemple dans l'hiſtoire des nations? Cette inaction, juſqu'à préſent inouie de l'Europe à votre égard, prouve donc avec la derniere évidence qu'elle eſt bien loin d'être indignée & que ſon vœu général eſt pour l'Amérique & la France.

LORD WEYMOUTH.

La cour de France oublie ſans peine la foi des

traités, les devoirs des alliés & les droits des ſouverains, & ne rougit point d'avilir ſa dignité par des liaiſons, d'abord ſecretes, enſuite publiques, avec un peuple qui ne fonde ſon indépendance prétendue que ſur la hardieſſe de ſa révolte.

L'ENVOYÉ

Ainſi les Américains ſont, ſuivant vous, dans le cas des uſurpateurs; or, dans quel code politique avez-vous lu qu'il fût humiliant ou défendu de traiter avec des uſurpateurs? Les puiſſances de l'Europe ne ſont-elles pas dans l'uſage de ne regarder, en ce cas, que le droit du poſſeſſeur, ſi leur intérêt les y engage; elles ne ſe conſtituent point les juges des querelles domeſtiques d'une autre nation. Ces principes vous paroiſſent renverſer les droits des ſouverains, & c'eſt préciſément le contraire. C'eſt d'après ces principes que les puiſſances de l'Europe envoient des Ambaſſadeurs à votre Monarque, comme elles en ont envoyé à Cromwel. Ce n'eſt pas à George III que la France jura une amitié éternelle en 1763 : elle a traité avec l'Empire Britannique, auquel étoient alors jointes les treize colonies qui viennent de rompre le pacte d'aſſociation. Elles diſent que vous avez commencé par le rompre vous-mêmes, en violant à leur égard la loi fondamentale de votre Etat ſuivant laquelle un ſujet Britannique ne peut être taxé ſans ſon conſentement. Cet empire étant diviſé en deux, pourquoi n'aurions-nous

pas le droit de traiter avec l'une & l'autre partie ? Suivant les principes de la constitution Britannique, toute autorité ne vient-elle pas du peuple ? On a vu quelquefois des ambitieux faire soulever une nation pour leur propre intérêt. Mais il n'est pas dans la nature des choses humaines, qu'une nation entiere, où presque tous les citoyens ont part au gouvernement, recoure, sans raison ni motif, à la voie terrible des armes, pour soutenir ce qu'elle appelle sa liberté, & qu'elle secoue unanimement une domination ancienne & affermie par le tems. Dans ce terrible conflict, ceux qui se plaignent, seront-ils moins dignes de foi, que ceux qui leur répondent par le fer & le feu ? Vous appelez actuellement les François vos alliés : & pourquoi ne cessez-vous dans toute autre occasion de les appeler, aussi bien en paix qu'en guerre, vos ennemis naturels ?

LORD WEYMOUTH.

La France ne se justifie qu'en faisant valoir, tour à tour & presque au même instant, des droits qu'il n'est permis qu'à un ennemi de réclamer : & son adresse à confondre sans cesse deux suppositions qui n'ont rien de commun, est la conséquence naturelle d'une politique fausse & insidieuse, incapable de soutenir la lumiere du grand jour. N'est-ce pas permettre la guerre que d'accorder, comme la France a fait, aux Américains, le droit d'armer dans ses ports & d'en exporter toutes sortes de munitions de guerre ; & peut-on permettte la guerre, sans

violer la paix? En un mot, la déclaration du Marquis de Noailles n'a-t-elle pas été le ſignal de l'infraction publique d'une paix, annoncée par des faits qu'on ne peut conſidérer que comme une autre infraction de la foi des traités? Votre cour, dans ſon manifeſte, n'a-t-elle pas laiſſé échaper l'aveu des engagemens qu'elle avoit formés avec l'Eſpagne, pour vanger leurs prétendus griefs & mettre un terme à ce qu'elles appellent l'empire tyrannique de l'Angleterre ſur les mers?

L'ENVOYÉ.

C'eſt ſans doute pour juſtifier les ordres que vous aurez donnés clandeſtinement pour prendre les Manilles, que vous amenez ici le Roi d'Eſpagne : c'eſt pour juſtifier la ſurpriſe de Pondicheri, qu'il vous plaît d'aſſigner à la déclaration du Marquis de Noailles la teneur d'une déclaration de guerre. Que tous les miniſtres de S. M. B. interrogent leur propre cœur, & ils avoueront que, dans le tems, cette déclaration ne fut pas regardée comme telle. Il y eut dans votre parlement pluſieurs membres qui la repréſenterent comme un procédé qui n'avoit rien d'extraordinaire, ni d'hoſtile. Votre Amiral Keppel prouva, avec la derniere évidence, que la choſe n'étoit pas encore décidée; puiſqu'il laiſſa paſſer, au milieu de ſa flotte, pluſieurs vaiſſeaux François, dans la crainte, dit-il, qu'on ne jetât ſur lui le blâme d'avoir engagé ſa nation dans les horreurs d'une nouvelle guerre. La rélation même de ceux qui

attaquerent la *Belle Poule*, prouve encore, par l'attention qu'ils ont à rejeter l'aggreſſion ſur les François, combien vos aſſertions ſont fauſſes : il ſeroit ſingulier qu'un peuple-Roi, tel que vous oſez vous titrer, fût en guerre, ſans le ſavoir. Donc, ce que vous regardez comme un défi & que la France regarde comme une déclaration innocente, n'etoit point accepté pour tel. Or, comme ce principe, probablement faux, & certainement douteux, eſt la raiſon d'après laquelle vous dites avoir commencé les hoſtilités, il s'enſuit donc que vous êtes d'injuſtes aggreſſeurs & que vous avez violé vous-mêmes les droits des nations & de la paix.

LORD WEYMOUTH.

Les déclarations ne ſont que des moyens dont les nations ſont réciproquement convenues, pour éviter la trahiſon & la ſurpriſe; mais les cérémonies qui annoncent ce changement terrible de la paix à la guerre, les hérauts, les proclamations, les manifeſtes ne ſont jamais néceſſaires & ne ſont pas toujours les mêmes.

L'ENVOYÉ.

Ainſi, Meſſieurs les Anglois, vous n'avez pas dégénérés : vous êtes auſſi toujours les mêmes. Toutes ces formalités, ou d'autres équivalentes, ne ſont pour vous que de vaines inſtitutions : vous nous le prouvâtes très-bien en 1755 : vous ne devez donc pas être éton-

nés que notre Monarque ait pris des arrangemens en conséquence : ses précautions ne sont donc pas, comme vous l'avez insinué, l'effet d'une conscience qui se sent coupable ; mais elles sont l'effet d'une prudence nécessaire vis-à-vis d'un voisin dont on connoissoit la maniere d'agir par une trop funeste expérience.

LORD WEYMOUTH.

Que devions nous faire en voyant la cour de Versailles appliquée avec l'ardeur la plus vive & la plus opiniâtre à l'augmentation de sa marine, & précipitant, sans motifs & sans ennemi, dans tous ses ports, la construction & l'armement de vaisseaux, en détournant une partie considérable de ses revenus, pour fournir aux frais de préparatifs militaires, dont il étoit impossible d'annoncer la nécessité ou l'objet.

L'ENVOYÉ.

Vous deviez la prévenir, &, suivant votre ancienne coutume, l'écraser avant qu'elle eût le tems d'étaler l'orgueil de sa nouvelle puissance maritime.

LORD WEYMOUTH.

Mais, qu'auroit dit le tribunal libre & respectable qui prononce, sans crainte & sans flatterie, l'arrêt de l'Europe, du siecle présent & de la postérité ; si nous eussions fait un

ufage de nos forces plus conforme aux fuggeftions de la prudence qu'aux loix exactes de l'apparente équité ?

L' ENVOYÉ.

Depuis que vous vous fentez un peu faibles, vous êtes devenus bien délicats fur le point d'honneur, Meffieurs les Anglois. Si vous euffiez été moins délicats ou plus puiffans, vous auriez bravé fans peine les cris des hommes éclairés & défintéreffés de l'Europe; & vos colonies feroient ramenées à l'obéiffance. Ou plutôt, pour éviter le ton du perfifflage, avouez que l'état critique où vous vous êtes trouvés, de ne pouvoir frapper fans bleffer l'apparente équité, ni refter oififs, fans compromettre vos plus précieux intérêts, montre que votre puiffance étoit montée trop haut, & que les alarmes, que vous avez infpirées partout & que l'Europe fait éclater fuffifamment en vous abandonnant, ne font que trop fondées.

LORD WEYMOUTH.

Il ne convient pas à la dignité de S. M. B. de vouloir rechercher l'époque ou la nature de la correfpondance que les agens des Colonies révoltées eurent l'adreffe de lier avec les miniftres de Verfailles, & dont on vit bientôt les effets publics dans la liberté générale, ou plutôt dans la licence effrénée d'un commerce illégitime. La conduite des négocians François

qui faisoient passer en Amérique, non-seulement les marchandises utiles & nécessaires, mais encore le salpêtre, la poudre à canon, les munitions de guerre, les armes, l'artillerie, annonçoit hautement qu'ils étoient assurés non-seulement de l'impunité, mais de la protection même & de la faveur du ministere.

L'ENVOYÉ.

Parce que les François, lors du soulévement de l'Amérique contre la mere-patrie, étoient en paix avec vous, s'ensuivoit-il qu'ils dussent vous montrer la déférence la plus indéfinie? Devoient-ils repousser de leurs ports des marchands qui venoient y apporter une branche avantageuse de commerce? Ne perdez pas de vue que, dans l'état d'oscillation où cette défection a mis la France vis-à-vis de l'Angleterre, la premiere devenoit naturellement plus pesante à proportion que le poids de la seconde diminuoit. Souvenez-vous que des Etats, que la nature & les circonstances ont fait rivaux, ne sont pas des personnes morales: c'est s'abuser que de les juger d'après les mêmes principes qui doivent régler la conduite des individus: ce sont des corps qui ont l'un à l'égard de l'autre un mouvement d'impulsion & de répulsion: & chacun d'eux tend naturellement & forcément, à se remettre à sa place, quand une douloureuse nécessité l'en a fait sortir. Ce sont ces mêmes principes que la Grande-Bretagne a constamment avoués, toutes les fois

qu'elle a prétendu tenir, orgueilleuſement, la balance & l'équilibre de l'Europe.

LORD WEYMOUTH.

Nous n'oublierons jamais que c'eſt par les ſecours ſecrets de la France que les rebelles ſe ſont d'abord ſoutenus, & par ſes ſecours publics qu'ils ont réſiſté à nos puiſſans efforts.

L'ENVOYÉ.

Elle n'a donc pas ſoupçonné ſans fondement que votre projet étoit de les rallier, pour les armer contre elle. Des ſoupçons ne peuvent porter ſur des preuves clairement articulées & ſolidement établies; parce que des ſoupçons ne ſont pas des aſſertions. Mais, je le répete, la connoiſſance du caractere de votre nation & le ſouvenir des déprédations & des inſultes commiſes en 1755, lui ſuffiſoient pour aſſeoir des ſoupçons. Vous vous êtes trahis vous-mêmes, en avouant que vous regardiez comme des hoſtilités, les ſecours clandeſtins que nous donnions aux Colonies: vous en aviez fait des plaintes trop ameres, pour qu'on ne ſoupçonnât pas vos vues ultérieures: vous nous regardiez ſans doute comme des victimes dont on ne différoit le ſacrifice qu'en attendant l'occaſion de les immoler plus ſûrement. Vous êtes plaiſans, Mrs. les Anglois. Quand la France vous reprochoit les fréquentes inſultes faites à ſon pavillon, vous répondiez que, ſur le théâtre vaſte & éloigné des opérations d'une

guerre navale, la vigilance la plus active, l'autorité la plus ferme, étoient incapables de découvrir ou de réprimer tous les désordres; & quand la France répond sur le même ton à vos plaintes réciproques, vous n'admettez point ses raisons, sous prétexte que la volonté du Prince ne trouve point d'obstacle dans ce royaume. La partialité vous aveugle au point que vous ne vous appercevez même pas de cette contradiction palpable. Vous ne faites pas attention que le despotisme que vous dites exister en France, y faciliteroit bien plus ces désordres, que dans un empire fondé sur des loix équitables & invariables, d'après le tableau que vous tracez vous-même de votre constitution. Il seroit impossible que la vigilance des loix pût toujours prévenir la contrebande habile. Comme on ne pouvoit empêcher une nation que vous aviez pris plaisir d'humilier avec un orgueil si révoltant, de saisir avec empressement l'occasion de s'indemniser à vos dépends, deviez-vous vous attendre que vos sollicitatious eussent beaucoup d'effet & que la cour même pût, avec la meilleure intention, arrêter une contrebande que tous les François savoient qu'il étoit de son intérêt de favoriser? Les loix des nations condamnent, il est vrai, ces pratiques; mais elles ferment les yeux sur la conduite des souverains à cet égard: elles sont contentes, s'ils ne les avouent pas publiquement: elles croient faire assez, en donnant à la puissance lésée le droit de confisquer les marchandises coupables, quand elle peut s'en saisir. Ainsi se conduisit votre Reine Elizabeth

à l'égard des insurgens des Pays-Bas, sans recourir à plusieurs autres exemples que je pourrois vous alléguer. Le droit public des nations ne fait pas des restrictions plus séveres au droit naturel qu'ont tous les peuples de commercer avec une liberté illimitée sur toutes les mers & dans tous les pays. Nous ne vous avons jamais promis de ne point commercer avec les Américains. Vous savez vous-même que vous n'avez pas toujours été en état d'empêcher en Angleterre la pratique d'un pareil commerce. La connivence du Roi de France à cet égard, quand même elle seroit prouvée, doit paroître d'autant moins étonnante, que tous les autres souverains en agissent de même. Si vous deviez regarder comme ennemis toutes les puissances dont les sujets ont fourni des marchandises de toutes sortes aux Américains, vous auriez dû commencer par attaquer ouvertement les Hollandois, puisque vous savez que les Américains ont tiré des habitans de St. Eustache & de Hollande encore plus de marchandises que de tous les autres pays. Vous prononcez sans hésiter que la conduite des François est une violation de la paix : pourquoi les autres nations qui n'en ont pas moins fait, seroient-elles moins coupables? Ainsi vous trahissez malgré vous votre haine nationale & vos vues hostiles.

LORD WEYMOUTH.

Tout le monde sçait que, par les pactes généraux, écrits ou tacites, & par les usages

bien entendus de toutes les puiſſances de l'Europe, chaque métropole doit avoir la propriété excluſive de ſes Colonies. Notre Docteur Mariott l'a prouvé aux Hollandois en leur reprochant leur méchantes pratiques. Je vous conſeille de lire le mémoire juſtificatif qu'il a publié à ce ſujet.

L' E N V O Y É.

Je n'ai pas beſoin de lire ce mémoire; car il ne me dira pas que ce ſont les Anglois qui ont toujours violé ces pactes & ces uſages avec le plus d'impudence. C'eſt par leur commerce illicite avec les Colonies Eſpagnoles, c'eſt en défendant même cette odieuſe contrebande par des guerres ouvertes, qu'ils ont fait prendre le chemin de l'Angleterre aux revenus de ces Colonies qui, *par la premiere découverte, par une poſſeſſion non interrompue de près de trois cens ans & par le conſentement de toutes les nations, appartenoient inconteſtablement à l'Eſpagne.* Il me ſeroit plus aiſé de multiplier les autres exemples d'un pareil commerce illicite que vous avez fait dans tous les pays, qu'à vous de les nier. Ce n'eſt pas tout. Avant que la guerre éclatât, vous aviez déja vu la néceſſité de vous relâcher de vos loix prohibitives à l'égard des Américains, vous leur permettiez de trafiquer directement dans les ports des autres puiſſances de l'Europe: ne ſait on-pas d'ailleurs qu'il y a eu un commerce conſtant & direct entre vos Colonies & les établiſſemens des autres Etats en

Amérique ? Ainſi les ſuites de vos procédés odieux retombent ſur vous-mêmes. Plût-à-dieu que vous vous fuſſiez bornés à ces commerces illicites, & qu'en pleine paix, vous n'euſſiez jamais commis, avoué des hoſtilités manifeſtes !

LORD WEYMOUTH.

Jamais ces exemples prétendus n'ont exiſté : jamais la Grande-Bretagne n'a violé, comme vous, tout ce qu'il y a de plus ſaint parmi les hommes.

L'ENVOYÉ.

Toutes les nations maritimes, voiſines, vont dépoſer contre l'Angleterre. L'Eſpagne vous reproche que vous ne poſſedez preſque aucun de ſes anciens territoires que vous n'ayez acquis par ſurpriſe en tems de paix, & que toutes les mers ſont témoins que, quand vous avez battu ſes vaiſſeaux, il n'y avoit pas ſujet de croire qu'ils duſſent même être attaqués. Cette aſſertion paroît outrée, tant elle eſt étonnante : elle eſt cependant dans l'exacte vérité. Entr'autres exemples, l'équité vous reprochera toujours d'avoir ſurpris la Jamaïque en pleine paix & de vous en être fait adjuger la poſſeſſion par le droit de la force. Durant tout le cours du regne d'Elizabeth, & conſtamment, quoique moins ſouvent, ſous les autres regnes, vous avez regardé comme une action glorieuſe & patriotique, de piller les vaiſſeaux, & d'envahir les côtes & le commerce excluſif du Roi

d'Efpagne. Gibraltar même & Minorque, par quel droit les poffédez-vous? N'eft-ce pas pour avoir profité odieufement de la détreffe où fe trouva le Roi d'Efpagne à la paix d'Utrecht? Vous tirâtes parti des circonftances pour le forcer de vous céder ces deux beaux fleurons de fa couronne, que vous n'aviez faifis que pour les rendre au Roi qui feroit accepté par les Efpagnols. N'avez vous pas, en pleine paix, fourni des armes aux habitans de Ceylan pour chaffer les Hollandois de Trinquemale? Ne leur avez-vous pas enlevé en pleine paix plufieurs établiffemens dans l'Ifle de Sumatra, dont vous avez enfuite fu vous faire confirmer la poffeffion par le même droit du plus fort? En 1755, n'avez-vous pas, en pleine paix, enlevé plus de trois cens vaiffeaux François qui naviguoient fur la foi des traités & fait prifonniers huit mille hommes qui étoient la fleur de leurs matelots? Vous ofâtes même foutenir que la reftitution des vaiffeaux, pris avant la déclaration de guerre, étoit contraire au droit des gens, pour répondre à *l'ultimatum* de notre cour. En pleine paix, l'Amiral Bofcawen s'empara de *l'Alcide* & du *Lys*, deux vaiffeaux de guerre. Pour nous forcer à nourrir ces prifonniers enlevés fi odieufement ou pour les engager à plonger le poignard dans le fein de leur patrie en les débauchant pour votre fervice, vous les laiffiez périr de mifere & de faim. Le caractere facré d'Ambaffadeur n'a pu dérober le malheureux Jumonville à vos coups. Dirai-je avec quelle cruauté vous avez détruit dans l'Acadie une peuplade d'hommes libres & vertueux,

tueux, compoſée de 25000 hommes, uniquement, parce qu'ils étoient François d'origine? Quelle orgueilleuſe barbarie n'employâtes-vous pas, à l'occaſion de ces billets de Canada que vous nous forçâtes à payer? Dites donc, à préſent, ſi d'après des procédés ſi odieux, ſi perfides, la France a eu tort de ſoupçonner vos vues? Pouvez-vous nier que, dans le tems que la France faiſoit des préparatifs que votre caractere connu rendoit néceſſaires, il a été réellement mis en délibération de l'accabler, en enlevant d'un ſeul coup de filet, ſes navires, ſes matelots, ſes pêcheurs? Les François ont dû ſentir tous ces outrages, l'animoſité la plus violente devoit fermenter dans leur cœurs ulcérés: voilà le ſentiment juſte & fondé que le ſoulevement des Américains a fait éclater. Quand, dans le ſiecle paſſé, vous ſouleviez l'Europe contre la France, il vous eût été difficile d'alléguer d'autre raiſon qu'une haine nationale, invétérée: mais, quand les François vous diſent actuellement qu'ils veulent venger leurs griefs & mettre un terme à votre empire tyrannique ſur les mers, ils ne combattent point des fantômes & ne parlent point le langage de la déclamation. Vos immenſes progrès dans toutes les parties du monde, à leurs dépens & aux dépens des autres nations, & en dernier lieu votre alliance avec les Moſquites, pour pénétrer dans le Mexique, votre priſe de poſſeſſion des Iſles Turques & des Iſles de Falkland, tous ces faits publics, tous ces griefs révoltans, ne juſtifient-ils pas pleinement leurs craintes, n'autoriſent-ils pas leur reſſentiment &

n'abſolvent-ils pas leur attention à ſoulever l'Europe contre votre ambition & contre vos progrès effrayans vers la monarchie univerſelle du commerce, des mers & des deux Indes? Mais votre regne eſt paſſé, le voile eſt tombé: l'inaction des puiſſances, jadis vos alliées, vous annonce qu'il faut parler un autre langage, changer de conduite & jouer un rôle plus modeſte.

LORD WEYMOUTH.

Il ne s'agit pas ici de diſcuter la juſtice ou l'injuſtice de la conduite de l'une & l'autre cour; il eſt queſtion de s'arranger pour arrêter l'effuſion du ſang. S. M. T. C. ne pourroit-elle pas renoncer à ſon alliance avec les Américains & retirer ſa déclaration du 13 Mars de l'année derniere?

L'ENVOYÉ.

Quand il plut au Roi d'aſſigner aux Américains une place parmi les nations libres, & de traiter avec ce peuple faible & naiſſant ſur le pied de l'égalité, il jura de ne pas l'abandonner, que ſon indépendance ne fût affermie ſur une baſe ferme & inébranlable. Ce ſerment, qui tient à l'honneur de la nation, eſt plus fort & plus ſacré que tous ces vains ſermens que l'on prête, en ſignant ces trêves qu'on appelle paix, à l'infraction deſquelles on n'a attaché aucun deshonneur, parcequ'elles ne ſont que des ſituations forcées où le plus fort réduit le plus faible; juſqu'à ce que celui-ci ſoit en état

de revenir à la charge & d'attaquer ſes rivaux avec d'autant plus d'acharnement que ſon humiliation avoit été plus grande. Vous voyez, dans cette obſervation, le principe qui nous a ſervi de regle. Plût-à-dieu que vous n'en euſſiez jamais ſuivi de plus odieux !

LORD WEYMOUTH.

Je ſuppoſe qu'on vous rendît le Canada, pour renoncer à vos liaiſons avec les Américains. Une acquiſition ſi importante devroit vous tenter.

L'ENVOYÉ.

Votre inſinuation eſt injurieuſe. De quel front un François oſeroit-il paroître chez l'étranger, ſi, jamais, il avoit pu concevoir l'indigne penſée de vendre des alliés, des amis? Conſidérez, Mylord, que, quand même nous aurions l'ame aſſez noire pour croire cette offre admiſſible, nous n'aurions pas l'aveuglement de la croire praticable. Nous perdrions d'utiles alliés ; & nous n'aurions embraſſé que des fantômes. Pourrions-nous compter ſur la jouiſſance tranquille du pays que vous nous offrez, dès que votre réunion aux Américains, vous auroit rendu, avec votre ancienne prépondérance, la tentation de nous le ravir de nouveau ; & que cette infâme trahiſon, en vous ramenant pour toujours les Américains, les auroit rendus nos éternels & nos plus furieux ennemis? La France a des vues bien différentes. Je ne ſais même ſi elle ne vous laiſſeroit pas

tout ce que vous poſſédez encore vers le Canada, au cas que vous miſſiez bas les armes & reconnuſſiez l'indépendance des treize Colonies. Elle ne peut ni ne doit les abandonner. Pour ſauver votre honneur, on feroit une trêve à longues années, & les Américains ſeroient traités, comme vous les traitez actuellement, c'eſt-à-dire comme indépendans de fait. Ces conditions vous ſont très-favorables: conſidérez l'impoſſibilité où vous êtes de ramener l'Amérique & le danger qui vous menace de perdre tout ce qui vous reſte encore dans cette partie du monde.

LORD WEYMOUTH.

Je ſuis vraiment étonné que la France ſe donne déjà le ton de preſcrire la loi: a-t-elle acquis ce droit par le ſuccès de ſes opérations militaires? L'a-t-elle acquis par ces victoires navales qui n'exiſtent que dans ſes gazettes & dans les manifeſtes des vainqueurs prétendus?

L'ENVOYÉ.

Vos infructueuſes campagnes en Amérique ſont ſurement des riens: les conquêtes de la Dominique, de St. Vincent, de la Grenade & de pluſieurs établiſſemens en Afrique, ſont des avantages prétendus: la défaite de Byron & la fuite de Hardy ſont des rencontres ſans conſéquence. Ainſi, tous les Gaſcons ne ſont pas ſur les bords de la Garonne: vous nous perſuaderiez bientôt que l'Amiral Keppel & l'Ami-

ral Hardi ont battu completement le comte d'Orvilliers, & que Prevost & le Général Wayne ont taillé en pieces toutes les armées Américaines.

DIALOGUE VII.

S. M.

LORD WEYMOUTH,

LORD NORTH, LORD GERMAINE.

LORD WEYMOUTH.

CROIRIEZ-VOUS, Sire, que la France nous fait des propositions que les plus grands succès justifieroient à peine & qu'elle ne nous propose rien moins que de faire une trève à longues années pendant laquelle les Colonies révoltées seroient indépendantes de fait. En-vain ai-je opposé au négociateur les meilleures raisons contenues dans le mémoire justificatif que nous allons faire paroître: je les avois même apprises par cœur pour qu'elles ne perdissent rien de leur force: mais il m'a non-seulement répondu; il m'a même fait quelques questions embarrassantes, auxquelles je crains de n'avoir pas pleinement satisfait. En un mot, il m'a représenté la nation Françoise comme si animée

contre nous, que nous devons renoncer à tout projet de conciliation de ce côté-là.

S. M.

Je crois que nous n'avons pas assez prouvé qu'en 1755, nous n'avons point, contre la sainteté des sermens & la foi à des engagemens publics & sacrés, enlevé trois cens vaisseaux François : ce trait leur sert de fondement pour appuyer leurs craintes & leurs soupçons dans la conjoncture actuelle. Je crois qu'en effet dans la derniere paix, nous n'avons pas assez ménagé le ressentiment de cette nation. Nous aurions dû penser qu'elle n'est pas si endurante que la nation Espagnole. Mais Johnson est un génie inventif. Il a bien su nous prouver que l'on pouvoit en toute équité, fouiller dans la poche des Américains, sans leur demander permission : j'espere qu'il fera les additions nécessaires à notre mémoire justificatif; car s'il arrivoit, par un hazard qu'on ne sauroit prévoir, que les François eussent la gloire de nous battre à coups de canon, il feroit fâcheux que nous n'eussions pas la consolation de les avoir au moins vaincus dans la guerre de plume. J'espere cependant qu'avec le secours de nos bons Amis les Hollandois.....

LORD GERMAINE.

Hélas! je viens de recevoir une réponse cathégorique de leur Ambassadeur. Nous n'avons plus rien à espérer de cette République.

Elle ſe croit dégagée de ſes engagemens, ſous le vain prétexte que nous avons rompu les nôtres, en violant ſon pavillon. En un mot, elle refuſe poſitivement de ſe joindre à nous, en nous accordant les ſecours ſtipulés par les traités d'alliance. Ce n'eſt pas tout. Elle favoriſe ouvertement les Rebelles : elle reconnoît les lettres de marque du congrès & permet à Paul Jones de reſter dans le Texel ſous pavillon Américain. Elle vient de nous répondre décidément qu'elle ne peut nous rendre les deux beaux vaiſſeaux doublés en cuivre que ce corſaire nous a traîtreuſement enlevés.

S. M.

Que je me repents actuellement d'avoir fait reſtituer aux Hollandois les vaiſſeaux & les marchandiſes que nous leur avions pris ! Je ne les ménageois que dans l'eſpoir qu'ils finiroient par faire cauſe commune avec nous. Hélas ! je ne vois que trop qu'ils m'ont cruellement joué ! je ne m'attendois pas à une pareille trahiſon, de la part de mes bons amis les Hollandois. Je ne pardonnerai jamais à mon cher Couſin de ne m'avoir pas mieux ſervi dans un pays où je croyois qu'il avoit tout pouvoir. Encore, ſi nous pouvions nous flatter d'une juſte vangeance : mais je crains qu'il ne ſoit plus tems de goûter ce doux plaiſir des Dieux & des Rois. Il ne ſeroit pas prudent de nous attirer ſur les bras, un quatrieme ennemi, dont la puiſſance maritime eſt ſi conſidérable. Je vois qu'en effet nous ne devons plus comp-

ter que ſur nos propres forces & ſur nos propres reſſources.

LORD NORTH.

Hélas ces reſſources deviennent de plus en plus inſuffiſantes. Les impôts ſur lesquels nous avions hypothéqué les derniers emprunts, n'ont pas rendu autant que l'on avoit eſpéré: toutes les branches des revenus publics ſont comme frappées de ſtérilité: j'ai beau mettre mon eſprit à la torture, je ne puis plus imaginer de nouveaux moyens de tirer de l'argent: nous avons taxé les cheminées, les fenêtres, les poſtes, les chevaux, les chiens, & juſqu'aux domeſtiques: je crois que nos commis nous volent ou que le patriotiſme s'éteint tout à fait dans la Grande-Bretagne: quelle nouvelle taxe pourroit-on établir au paiement de laquelle perſonne ne pût ſe dérober & ſur laquelle on pût faire un calcul ſûr?

LORD BUTE.

Par exemple, les Egliſes ſont des lieux bien publics: ne pourroit-on pas ériger à la porte, de chacune, des *cuſtom-houſe* (péages)? on ne pourroit y entrer qu'en payant *ſix penſe*: (ſix ſols) il y a dix millions d'hommes dans les trois Royaumes: il y en a qui dans la ſemaine, vont à l'égliſe pluſieurs fois, d'autres n'y vont qu'une fois, d'autres n'y vont jamais: en prenant un nombre moyen, ſuppoſons que ces dix millions d'hommes vont chacun quarante fois

à l'Eglise par an : nous aurons un revenu clair & net de 10000000 de livres ſterlings.

LORD NORTH.

L'idée eſt bonne : on s'apperçoit même que, depuis nos derniers revers les égliſes ſont plus fréquentées qu'auparavant. Quand on ſouffre on eſt bien dévot. Il ſeroit ſeulement à craindre que nos Anglois n'étant pas naturellement fort enclins à la piété ; il n'en fallût pas davantage, pour leur faire abandonner tout à fait l'exercice de la religion : d'ailleurs je me ſuis apperçu que ce n'eſt gueres que le menu peuple & les pauvres qui fréquentent les Egliſes : ils porteroient ſeuls le poids de cette impoſition : il ſeroit même à craindre qu'ils n'échapaſſent à la taxe en ſe faiſant tous méthodiſtes (*)

LORD GERMAINE.

L'idée ſeroit meilleure, ſi l'on érigeoit ces *Cuſtom-houſes* à l'entrée des Salles de comédie.

LORD NORTH.

Vous avez raiſon, Mylord. Nos Anglois ſe paſſeront plutôt d'aller aux Egliſes que de fréquenter les ſpectacles ; mais il n'y a de théâtres que dans les grandes villes : ainſi cet-

(*) Ces Sectaires font quelquefois leurs prêches dans les rues & les places publiques. *Note du Traducteur.*

te branche de revenu ne ſuffira pas à nos beſoins actuels.

LORD BUTE.

Par exemple, il eſt un certain endroit où tout le monde eſt obligé d'aller; ne pourroit-on pas faire fermer tous les cabinets particuliers, & forcer, comme à Geneve, tous les citoyens à ſe rendre dans les édifices conſtruits par l'Etat pour les beſoins indiſpenſables? (*)

LORD NORTH.

Je craindrois que, dans ce cas, tous nos Anglois ne devinſſent conſtipés.

UN SECRÉTAIRE *entre.*

Sire! Un Courier vient d'arriver d'Irlande. Tout dans ce royaume, annonce les ſymptômes d'une défection, ſemblable à celle de l'Amérique: les Irlandois demandent unanimement que tous leurs ports ſoient libres; & ce qui rend leur demande plus effrayante, c'eſt qu'ils la font à la tête de quarante mille hommes armés. Ils forment partout des aſſociations, en proteſtant cependant de leur ſoumiſſion pour le Roi.

(*) Il paroît que Lord Bute n'a fait que des obſervations très-ſuperficielles dans ſes voyages.

S. M.

ô Ciel ! il ne manquoit plus que cette nouvelle pour consommer nos malheurs. Les Colonies persistent dans leur opiniâtre rébellion : nous avons perdu la Dominique, St. Vincent, la Grenade & de riches établissemens en Afrique : la Russie, la Prusse, le Danemark, la Hollande même nous abandonnent. L'Irlande commence comme l'Amérique à se révolter en protestant de sa fidélité : ne finiroit-elle pas de la même maniere en secouant tout à fait le joug ?

LORD NORTH.

Je ne vois pas que nous devions perdre si-tôt courage. Nous n'avons qu'à nous appliquer à tourner toutes les dispositions des peuples en faveur du ministere : n'épargnons pas l'argent à ceux qui préconisent son Systême & ses opérations : le peuple Anglois est brusque ; il n'y a que maniere de le savoir prendre : le ministere fera toujours ici ce qu'il voudra, aussi bien que les autres Ministeres le font à Paris ou à Constantinople. Si ce peuple a encore du sang dans les veines, il y a moyen de le sucer.

LORD GERMAINE.

Je crains que le plan de stipendier des Ecrivains ne soit pas bien sûr. Par exemple, nous payâmes très-bien le Sieur Tickell pour un

pamphlet qui mit pour un tems les rieurs de notre côté. Quel effet a produit sa *Cassette-verte* (Green-box) de Mr. de Sartine? Nous nous étions flattés que ce pamphlet feroit lapider les membres de l'opposition, en les peignant comme des gens vendus à la France: L'artifice n'a pas réussi: il faut avouer que ce Tickell a bien mérité de nous; car c'est le premier homme qui a loué le ministere actuel: il a surtout ingénieusement comparé le sommeil auquel il est vrai, mon cher Lord North, que vous vous abandonnez quelquefois, au sommeil du Lion. Mais qu'avoit-il besoin de compromettre sa pénétration en fait de politique, en s'avisant d'annoncer, d'un ton de prophete, que la France n'avoit plus qu'un souffle de vie & que l'Espagne ne se déclareroit pas en sa faveur? Qu'avoit-il besoin d'aller à bord du *Prince Frederik*, pour se faire prendre par les François? Se seroit-il rendu en France pour être plus à portée de remplir son métier, & nous envoyer des *cassettes-vertes* plus authentiques.

LORD WEYMOUTH.

Jamais nous n'eûmes tant besoin de ces sortes d'écrivains pour les opposer aux Price & aux Priestley. Nous devons toujours avoir soin de donner de grosses récompenses aux Auteurs soi-disans dramatiques, à proportion que leurs pieces seront lardées de maudissons à gros sel contre les François. Les Auteurs y gagnent eux-mêmes: cela les dispense d'avoir de l'es-

prit. Je me ſuis apperçu que l'Anglois n'avoit jamais plus de haine & de mépris pour ſes ennemis naturels, que lorſqu'il voyoit ſur le théâtre un Marquis François, couvert de poudre & de brillans haillons ſous un habit d'or, mangeant une feuille de choux, trichant au jeu & volant la bourſe de ceux qui l'approchent.

LORD NORTH.

Quelques guinées, ſemées à propos, peuvent produire de grands effets. J'ai, par exemple, le tarif de toutes les voix qu'il faut acheter dans le Parlement, pour faire paſſer une motion pour un nouveau ſubſide. Croyez-vous que nous aurions encore un pouce de terre en Amérique, ſi nous n'avions pas eu ſoin de payer, chez les Rebelles, des gens qui fomentent les diviſions inteſtines & ne ceſſent de faire naître des ſoupçons contre les François dans ce pays-là ? Il faudroit ſurtout bien payer quelque homme de génie, dont l'eſprit fertile en reſſources imaginât un projet ſimple & efficace, pour nous guider dans la circonſtance épineuſe où nous ſommes engagés : j'ai déjà invité les perſonnes à talens de me communiquer leurs idées.

DIALOGUE VIII.

LORD NORTH,

Des FAISEURS de Projets.

UN FAISEUR de Projets.

La modeſtie eſt la compagne du vrai talent; mais le vrai talent n'eſt pas toujours encouragé & récompenſé. J'ai négligé mes affaires, ſacrifié ma fortune, pour découvrir des plans utiles à ma patrie; j'ai imaginé un projet qui, d'une ſeule opération politique, éteindra toutes les dettes de l'Etat; un autre projet, pour extirper la contrebande & les vols dans la Grande-Bretagne, un troiſieme pour ajouter à la couronne toute l'Amérique méridionale : vous m'avouerez que jamais ces projets ne pouvoient être formés plus à propos : cependant qu'en eſt-il reſulté? Mes créanciers m'ont tenu pendant plus de deux ans en priſon, dans le tems que, me diſpoſant à faire adopter mes trois projets, j'aurois conſervé l'Amérique à l'Angleterre.

LORD NORTH.

Croyez-vous qu'il ſoit encore poſſible de la ramener?

UN FAISEUR de Projets.

Le génie trouve tout facile. Puisque vous m'honorez de votre confiance, j'espere voir bientôt tous les ennemis de la vieille Angleterre (*) éperdus & écrasés. Faites armer, & plutôt que plus tard, douze flottes, dont la moindre contiendra au moins 30 vaisseaux de Ligne. La plus forte, qui ne sera pas moindre de cent vaisseaux, ira bloquer la flotte & tous les ports de France, d'autres iront bloquer les ports d'Espagne, & les autres s'emparer du Mexique, du Perou, des Isles Antilles & des Colonies révoltées. Je vous conseille encore d'en envoyer une à l'embouchure du Texel. Je me défie de ces Hollandois, depuis que j'ai lû dans les gazettes qu'ils avoient reçu Paul Jones à Amsterdam, avec une espece de triomphe. Vous sentez, Mylord, combien ces opérations vastes & brillantes peuvent servir à illustrer votre ministere, à relever la gloire du nom Anglois.

LORD NORTH.

Oui, mon cher Ami, je sens tous ces avantages & bien d'autres: dites-moi seulement quels moyens vous avez imaginés pour trouver des hommes & de l'argent?

Le FAISEUR de Projets.

Ces soins minutieux appartiennent au cer-

(*) Il y a dans l'orginal *Old-England.* Ces deux mots ont en Anglois une énergie qu'une traduction littérale ne rend point en François.

veau étroit d'un financier, d'un calculateur; ils font au-dessous d'un homme de Génie, tel que moi.

LORD NORTH.

Je suis, mon cher Monsieur, extrêmement touché de votre patriotisme: il est fâcheux qu'en travaillant à payer les dettes de l'Etat, vous ayiez été incarcéré pour vos propres dettes: voici quatre guinées: je vous conseille de vous en acheter des culottes & de manger, de tems en tems, quelques tranches de bœuf rôties sur le gril; l'étude & la méditation ne vous ont laissé que la peau & les os. M. le Martyr de la patrie, avant de vous occuper de la subsistance de nos armées & de nos flottes, je vous conseille de vous en faire de solides, & à l'abri des coups du sort.

UN AUTRE HOMME à *Projets.*

J'avoue que la situation des affaires est fâcheuse; mais elle n'est pas désespérante. J'étois dernierement en France: un Alchimiste venoit d'y composer un liquide brûlant, qui, lancé dans les navires ennemis, devoit les consumer avec la plus active rapidité. Je me donnois pour Américain, & j'eus le bonheur de m'introduire auprès de l'inventeur. En un mot, j'ai dérobé cet important secret. Louis XVI a refusé de s'en servir. Il faut avouer que les François sont bien sots. Si l'on nous représentoit que cette maniere de faire la guerre,

re, eſt affreuſe, horrible: ne pourrions-nous pas répondre qu'il n'y a rien de plus extraordinaire que les machines infernales que nous avons employées plus d'une fois, pour faire ſauter d'un ſeul coup des villes entieres, les arracher de leurs fondemens & en diſperſer les débris avec les membres déchirés & palpitans des habitans ſurpris dans les bras du ſommeil?

LORD NORTH.

Votre projet ſeroit excellent, ſi vous ne le teniez pas d'un François. Il ſeroit à craindre que, ſi nous commençions les premiers à en faire uſage, cet exemple ne les authoriſât à s'en ſervir contre nous, ce qui pourroit nous devenir très-funeſte.

Les Faiſeurs de Projets ſe retirent.



DIALOGUE IX.

LORD NORTH, un PHILOSOPHE.

LE PHILOSOPHE.

Vous avez, Mylord, dédaigné ſouvent mes avis ſalutaires. Je vous aurois abandonné dans la ſituation déſeſpérante où vos funeſtes conſeils viennent de réduire l'Angleterre, ſi mon amour pour la patrie ne l'emportoit ſur mon amour propre Philoſophique.

LORD NORTH.

Au moins nous aurons la conſolation de terraſſer nos ennemis dans un beau mémoire juſtificatif que nous allons faire circuler dans toutes les cours de l'Europe.

LE PHILOSOPHE.

A quoi cela peut-il ſervir?

LORD NORTH.

Que devions-nous faire, tandis qu'ils s'efforcent de nous noircir dans tous les pays ?

LE PHILOSOPHE.

Nous taire & les battre.

LORD NORTH.

Votre Génie, Monfieur, a percé les profondeurs des fciences les plus abftraites : vous avez, dans des écrits immortels, jugé les Rois & les nations, les hommes & les chofes; daignez développer, avec la franchife qui vous eft naturelle, vos idées fur la guerre préfente.

LE PHILOSOPHE.

Je vous l'ai dit, il y a longtems, Mylord; elle eft barbare & dénaturée, & les Auteurs ont trahi leur Roi, leur patrie, l'humanité. Il eft cependant un moyen de fauver notre honneur dans cette crife périlleufe, que dis-je? il fauve, à la fois, notre honneur & nos intérêts.

LORD NORTH.

Quel eft ce précieux moyen? vous avez

excité toute ma curiosité ; je suis impatient de le connoître.

LE PHILOSOPHE.

Commencez par proclamer l'indépendance des treize Colonies révoltées, de la Floride & du Canada.

LORD NORTH.

Est-ce là votre beau projet ?

LE PHILOSOPHE.

Ensuite, renoncez, d'une maniere non moins solennelle, à la Jamaïque, aux Barbades & à toutes vos Isles sous le vent.

LORD NORTH.

Vous perdez la tête.

LE PHILOSOPHE.

Quand nous aurons déclaré tous ces pays indépendans, fait alliance avec les habitans, qu'ils auront établi leur Gouvernement sur une base ferme, & que leur neutralité les mettra à l'abri de l'invasion de nos ennemis ; nous proclamerons, avec le même droit & la

même solennité, l'indépendance de tous les établissemens des autres nations de l'Europe en Amérique.

LORD NORTH.

Mais si les Colons sujets de l'Espagne & de la France refusent la liberté que nous leur offrirons, que faudra-t-il faire?

LE PHILOSOPHE.

Nous les forcerons à l'accepter. Nos anciens co-sujets les Américains, seront nos amis ou resteront neutres. Avec les forces que nous employons actuellement contre les insurgens, rassemblées & dirigées contre la Martinique, St. Domingue, la Grenade, Cuba, le Perou, le Mexique, la Louisiane &c., nous pouvons nous promettre des succès d'autant plus faciles, que ces pays ont des motifs bien plus puissants de secouer le joug que n'en ont eu nos colonies: ce parti est le seul qui nous reste: toute ma crainte est qu'il ne soit même trop tard d'y avoir recours; & que les François, les Espagnols & nos Colonies révoltées ne nous chassent entierement de l'autre hémisphere.

LORD NORTH.

Mais le Portugal, la Hollande, & même

le Danemark, ne mériteroient pas de partager le fort des François & des Efpagnols.

LE PHILOSOPHE.

Auffi ne les attaquerions-nous pas. Lorfque l'Amérique Angloife, Efpagnole & Françoife feroit libre, nous propoferions aux Hollandois, aux Portugais & aux Danois, ou de rendre également leurs propres Colonies indépendantes, ou de renoncer à la liberté de commerce dans tous les pays que nous aurions affranchis. Il eft vrai qu'il feroit difficile de les affujettir à cette derniere alternative; mais la crainte de voir leurs Colonies s'avancer d'elles-mêmes à l'indépendance par l'exemple des autres, ne contribueroit pas peu à les déterminer à un facrifice qui feroit amplement racheté par le commerce libre avec toutes les Colonies des autres peuples. La Hollande confentiroit d'autant plus volontiers à cette propofition, que ce petit pays ne peut fournir qu'à fes dépens des habitans pour former & entretenir des Colonies agricoles, éloignées.

LORD NORTH.

Ce projet préfente de beaux côtés: avouez-moi cependant qu'il n'eft gueres philofophe d'égorger les hommes pour leur faire accepter la liberté.

LE PHILOSOPHE.

Je doute qu'en portant la liberté aux habitans des établissemens étrangers en Amérique, il soit nécessaire d'en venir à ces cruelles extrémités. On pourroit frapper en Europe des coups, dont l'effet se feroit sentir dans les pays que l'on voudroit rendre libres. Après tout, le bien de l'humanité est préférable à celui d'une nation. Il s'agit de couper pour toujours la racine de guerres futures, & je ne vois pas de moyen plus efficace. Depuis deux cens ans le sang ne coule que pour de misérables intérêts de commerce. Pendant bien des siecles encore, le sang Anglois, François, Américain, rougira la surface des mers, si l'Amérique ne devient pas entierement libre: une haine invétérée, un ressentiment implacable ne cessera d'armer ces trois nations & de causer, à chaque instant, des embrasemens généraux & affreux. Daignez seulement vous rappeler une des dernieres scenes que cette malheureuse guerre a produite. Mettez-vous devant les yeux la rencontre de notre frégate le *Quebec* avec la frégate Françoise la *Surveillante*. Je ne sache pas qu'il y ait de spectacle plus intéressant pour un vrai philosophe, plus attendrissant pour un cœur sensible. Figurez-vous deux hommes, également vaillans, qui respectent peut-être leur mérite réciproque, brûlant de fureur & de rage à la vue l'un de l'autre pour un futile point d'honneur national. Ils sont à-peu-près égaux en for-

ce; ils ne peuvent gueres se promettre de l'avantage l'un sur l'autre : ils ne laissent pas de se lancer le feu, le fer & la mort: voyez-les au milieu d'une troupe de corps étendus sans vie, mutilés, ou rendant le dernier soupir: rappelez-vous combien ces frêles machines ont coûté de soin à la mere qui les allaita, aux maîtres qui ont perfectionné leurs facultés intellectuelles ou physiques, à la patrie qui veilla à leur défense: pensez à présent que les fruits amers de la victoire ne seront que pour des ambitieux qui n'ont point partagé le péril: envain chercherions-nous à le dissimuler: les François voient dans ces affreux momens, la mort d'un œil aussi sec que les Anglois. La soif de vanger leurs anciennes injures leur inspire autant d'acharnement que l'animosité Nationale peut nous en inspirer contre eux: jusqu'à quand les malheureux humains, victimes insensées de leurs folies, iront-ils gaîment à la mort pour servir l'ambition ou la vaine gloire de quelques chefs de nations, que souvent même ils n'ont jamais vus? Ecoutez, Mylord; quand les nations ne pourront plus disputer sur les mers que d'industrie & d'émulation, ne voyez-vous pas disparoître les germes empoisonnés, féconds & sans cesse renaissans de cet horrible état qui rend l'homme le plus grand ennemi de l'homme? En un mot, si la paix perpétuelle pouvoit être plus que le rêve des hommes de bien, quel événement pourroit l'accélérer davantage que l'indépendance des deux Amériques? Si vous ne pouvez

éteindre la rage d'avoir des Colonies, transportez-en dans les terres incultes de votre propre pays ; & avant de répandre votre population au dehors, voyez si, au dedans, elle est aussi florissante qu'elle peut l'être. Bornons-nous aux limites que la nature nous a fixées : tous nos efforts pour soutenir notre puissance extérieure ne peuvent plus être que les convulsions de la mort.

LORD NORTH.

Ainsi votre projet seroit de réduire notre Empire à l'Isle de la Grande-Bretagne.

LE PHILOSOPHE.

Oui Mylord. La nature a évidemment formé chaque Isle pour se suffire à elle-même & être le siege de la liberté, & la Grande-Bretagne, qui est la plus grande de toutes, pour être le modele & la protectrice des autres. Ainsi l'Irlande devroit ne nous être attachée que par une alliance étroite à laquelle sa situation & son intérêt l'engagent assez. Ainsi nous pourrions abandonner Minorque & forcer les Espagnols à quitter l'Isle Majorque, & les François l'Isle de Corse.

LORD NORTH.

Votre projet respire l'enthousiasme d'un hon-

nête hommme, d'un bon patriote, d'un ami de l'humanité. Mais les tems ne sont pas encore mûrs pour un projet si relevé. Je vous avouerai même que votre systême s'offre sous un air de grandeur, qui m'en impose. Je connois votre désintéressement. Je n'ose vous proposer les récompenses publiques que vos talens mériteroient.

LE PHILOSOPHE.

Je ne veux rien. Je n'attends pas même les applaudissemens du siecle présent. Mon cœur me dit que j'aurai l'aveu de toutes le ames libres & sensibles & le suffrage de la postérité.



